LA FORGE

Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France

www.pcof.net

Mensuel n°642 - Septembre 2022 *Prochaine parution : Mardi 11 octobre 2022* **2€**

Le 29 septembre, tous et toutes en grève et dans la rue pour les salaires et les pensions

"Prolétaires de tous les pays unissez-vous !"

Editorial

La « rentrée » autour de l'exigence d'augmenter les salaires

Ce journal de rentrée est résolument placé sous le signe de la mobilisation, des grèves pour les salaires, avec l'appel à faire du 29 septembre un rendez-vous pour continuer à poser cette exigence avec plus de force : ouvriers, travailleurs et travailleuses du privé et du public, jeunes, retraités…
Cette question est posée partout, comme le montrent les grèves massives qui secouent le Royaume-Uni, le pays où l'oligarchie est allée le plus loin en Europe dans la mise en œuvre du néolibéralisme. Avant de développer davantage, il faut souligner deux questions qui ont marqué cet été.
Il y a les mégafeux et les conséquences du changement climatique, avec la sécheresse qui décime les élevages. Les premiers, fortement médiatisés, montrent que la grande propriété privée des forêts génère des profits considérables, mais que les risques qui en découlent – les incendies – sont « socialisés » – services de lutte contre les incendies, ONF – et soumis aux dogmes de la politique néolibérale, synonyme de réduction des emplois et des moyens et privatisations. Voilà donc un nouveau pan de l'activité économique et sociale qui montre les ravages causés par le système capitaliste-impérialiste. Il illustre également que ces services publics ne tiennent encore que grâce aux personnels : la santé publique, a certes « tenu » encore cet été, mais ce n'est pas grâce au « tri par le 15 », qui remet en cause l'accès égal aux soins pour tous. Les travailleurs de la santé ont rendez-vous le 29 septembre et le 11 octobre.
Quant aux conséquences du changement climatique et le « capitalisme vert » censé y remédier, il devient de plus en plus évident que la domination des monopoles de l'énergie qui profitent entre autres de la guerre en Ukraine pour accroître leurs profits, sont partie intégrante du « problème ». La mise à l'arrêt des centrales nucléaires illustre l'impasse très coûteuse et dangereuse du choix du nucléaire revendiqué par Macron et le lobby électro-nucléaire.

La question centrale des grèves pour augmenter les salaires
Des grèves pour les salaires, y compris durant ces mois d'été, ont été lancées dans des entreprises, où c'est souvent la première depuis des années. En face, les patrons ne veulent pas céder : ce sont des grèves dures, qui ont besoin de la solidarité, notamment celle des travailleurs des autres entreprises locales, qui parfois leurs sont liées et qui font elles-mêmes souvent partie de grands groupes.
Les patrons qui ne veulent rien céder – ou alors que des miettes – sont encouragés au plus haut niveau, par le grand patronat et son syndicat, le Medef, qui dit « pas touche à nos profits », et par le président qui a banni l'augmentation des salaires et des pensions de son vocabulaire. Sa « petite phrase » sur « la fin de l'insouciance et de l'abondance » donne le ton. Traduction immédiate : les hausses des prix des carburants, de l'électricité, de l'alimentation, des frais de rentrée scolaire, de la maternelle à l'université… vont continuer. « Il faudra se serrer la ceinture de plusieurs crans » nous dit ce « président des crises » qui dramatise constamment la situation pour attiser la peur. La mobilisation de la classe ouvrière, des masses travailleuses, d'une partie de la jeunesse, qui prend corps autour des grèves pour les salaires ouvre des perspectives pour un mouvement de plus grande ampleur.
Patronat et gouvernement sont d'accord sur un autre point important et urgent à résoudre ; ce sont les « besoins » des entreprises qui doivent dicter la politique de l'emploi et la gestion du chômage. C'est la grande réforme du quinquennat que le gouvernement veut faire passer : elle touche l'assurance chômage et la structure Pôle Emploi, mais a également des conséquences dans le domaine de l'enseignement, notamment l'enseignement professionnel.

Le « prix de la liberté »
L'autre « petite phrase » sur « le prix de la liberté », fait évidemment référence à la guerre en Ukraine, à laquelle participe l'impérialisme français. Macron laisse entendre qu'il faudra s'y engager davantage et augmenter le budget de guerre (+ 3 milliards dans le prochain budget, pour atteindre les 50 milliards en 2025 !), « sans creuser le déficit », c'est-à-dire, en rabotant les budgets sociaux. Les « marches pour la paix » du 21 septembre seront l'occasion de renforcer l'opposition populaire à cette guerre, à la militarisation et de rappeler que le combat pour la paix et la solidarité entre les peuples inclut celui contre la politique de pillage et de guerre en Afrique, menée par l'impérialisme français.
La dénonciation de la guerre inter-impérialiste en Ukraine grandit dans le monde. En Europe, le Camp international antifasciste et anti-impérialiste qui s'est tenu en Autriche, a largement discuté de ces questions. Les jeunes de l'Union des jeunes révolutionnaires qui sont allés au camp en Autriche l'avaient préparé durant leur week-end annuel dont le thème central a été : « ni chair à patron, ni chair à canon ». En Amérique latine, les rencontres réalisées en Equateur (le séminaire international sur les « problèmes de la révolution en Amérique latine » et la rencontre des partis marxistes léninistes (membres de la CIPOML), ont porté sur cette question, en liant ce combat à celui pour la transformation révolutionnaire.

Rendez-vous dans la rue, le 29 septembre ! ★

Fête de l'Humanité du 9 au 11 septembre, à Brétigny-sur-Orge

Nous vous invitons à passer à notre stand (stand 305) pour discuter, découvrir et acheter nos publications :
La Forge de septembre
Notre document ***Pour une rupture révolutionnaire avec le système***.
Les deux numéros de notre revue ***Rupture*** (N°1 L'Education en système capitaliste, N°2 Les transformations en cours dans l'appareil de production capitaliste).
Les ouvrages du mouvement ouvrier et communiste.

Accès à la fête :
RER C, arrêt Brétigny-sur-Orge, puis navettes
RER D arrêt Orangis Bois l'Epine, puis navettes.

Rendez-vous à notre stand :
Angle de la Plaine Claudette Colvin / Avenue Maurice et Josette Audin

Tarifs d'abonnements pour la France

Version électronique (pdf): 26 €
Pli ouvert (version papier) : 28 €
Pli fermé : 35 €
Abonnement avec **soutien :** 40 €
Chèque à l'ordre de : *Société En Avant*
15 cité Popincourt - 75011 Paris

La Forge - ***Organe central du Parti Communiste des Ouvriers de France***
15 cité Popincourt - 75011 Paris - Tél/Fax 01 48 05 30 14
www.pcof.net - enavant@club-internet.fr - facebook.com/PartiCommunistedesOuvriersdeFrance/

Petites phrases qui préparent les attaques pour nous faire payer la crise

En août, depuis son lieu de villégiature, Macron lance : « *Il faut accepter de payer le prix de notre liberté et de nos valeurs* ». Il faisait référence à la guerre en Ukraine et à ses « conséquences ». Il a élargi son idée, lors de son intervention liminaire au premier conseil des ministres de la rentrée (fin août) retransmise en direct à la télé, en annonçant : « *C'est la fin de l'abondance, de l'insouciance et de l'évidence* ». Les riches ne se sont pas sentis concernés, c'est « leur » président et il ne change ni de camp ni de cap, même si « le président des crises » comme il aime à se définir, se montre plus « *pessimiste* ». Mais la masse de celles et ceux qui font vivre le pays par leur travail, qui ont encore pu prendre des vacances indispensables pour leur santé physique et psychique, qui s'inquiètent de la hausse des prix et se demandent quand elle s'arrêtera, voient les forêts brûler, l'eau manquer… ont pu prendre ces propos pour une insulte, une provocation et l'annonce de nouveaux coups contre leurs droits et leurs intérêts. Il n'est plus du tout question, dans le discours gouvernemental, de la hausse des salaires, des pensions, des prestations sociales… - « *c'est fait* » tranche-t-il avec aplomb – mais de la nécessité de faire des économies, des hausses de prix incontournables, d'efforts à consentir « *pour le climat* ».

Macron et son gouvernement préparent les esprits à des attaques de grande ampleur contre les travailleurs et les masses populaires dans les prochains mois. Ils mettent en avant la situation internationale, marquée par la guerre en Ukraine qui s'enlise et fait courir des menaces d'accident nucléaire. C'est une situation bien sûr préoccupante, mais elle n'est pas un phénomène « extérieur » à la politique de Macron et de son gouvernement, partie prenante de cette guerre et de toutes les mesures, sanctions et contre-sanctions prises par les puissances occidentales et par la Russie. Le monopole Total, acteur majeur sur le marché international du pétrole et du gaz, profite largement de la hausse des prix des deux produits : c'est clairement un « *profiteur de guerre* » qui essaie de donner le change en décrétant des « *ristournes* » à la pompe. Borne, Le Maire et Cie le citent en exemple de civisme et de politique en faveur du pouvoir d'achat !

Après les premiers mois du nouveau quinquennat, inauguré par sa défaite électorale aux législatives sur fond d'abstention très élevée, Macron a dû se rendre à l'évidence de son isolement et celui de sa majorité toute relative. Les lois sur le « *pouvoir d'achat* » et celle sur le budget présentées comme des lois répondant aux attentes du plus grand nombre et qualifiées de « faciles à faire voter », l'ont été au terme de débats longs, ardus, avec la recherche de compromis avec la droite et le soutien d'une extrême droite qui s'installe dans les institutions, sans renier ses principes réactionnaires.

Macron veut tourner cette page pour engager de nouvelles contre-réformes ciblées sur « *le marché du travail* ». Il s'agit d'aider les entreprises à trouver de la main-d'œuvre immédiatement, pas chère, obligée d'accepter les salaires et les conditions de travail qui permettent de réaliser des profits et de rester compétitifs… C'est la réforme de l'assurance chômage, pour obliger les chômeurs à prendre les emplois dans les secteurs en tension, c'est la réforme de l'enseignement professionnel qui doit être davantage piloté directement par les entreprises…

Il n'y en a que pour les entreprises

Si, pour les usagers et les salariés, les injonctions à moins consommer gaz et électricité s'accompagneront de toute façon d'une hausse très importante des tarifs, les grandes entreprises, grosses consommatrices, sont invitées à s'auto-limiter, sans que l'Etat ne leur impose quoi que ce soit ; au contraire, il les « *aidera* ». De plus, Borne, devant les patrons réunis pour l'université du Medef, a listé les mesures d'allègements fiscaux que le gouvernement va continuer à mettre en œuvre, mesures qui s'ajoutent à celles sur le « *pouvoir d'achat* » qui permettent avant tout aux entreprises de défiscaliser les heures supplémentaires.

L'autre priorité fixée au gouvernement est celle de la réduction des déficits publics, avec l'objectif de « *revenir aux 3 % du PIB* » d'ici la fin du quinquennat. C'est un message politique qui n'a plus à être décodé : ce sont les économies pour tous les budgets sociaux, pour la santé, l'éducation, la formation… Quand Borne a décliné ces axes, plusieurs commentateurs ont insisté sur le fait qu'elle n'a pas parlé de la réforme des retraites. Elle se contente de dire qu'elle n'est pas abandonnée, « *car elle est nécessaire* », en la renvoyant à des discussions, notamment dans le cadre du « *Conseil national de la refondation* ». Le Medef lui-même trouve que la barque est déjà bien chargée et qu'il ne faudrait pas ajouter cette question à l'agenda de la contestation sociale. ★

C'est dans les entreprises en grève, dans la rue, que ça se passe !

La première ministre E. Borne ne cesse de le rappeler, le débat parlementaire ne doit pas empêcher le gouvernement de faire passer ses lois. Les seuls discussions et compromis possibles pour permettre l'adoption d'une loi se font prioritairement avec les députés de droite, quitte à reprendre leurs positions et leurs formulations. Il est possible de faire des compromis avec les députés PS et les Verts, sur des points précis, pour avoir leurs voix, mais pas avec les députés de la FI, rejetés hors du « camp républicain ». On ne discute pas avec les députés du RN, mais on prend en compte leur électorat, leurs inquiétudes et leurs attentes… On ne s'oppose pas, bien au contraire, au fait que le RN intègre la commission de défense de l'Assemblée nationale, avec une députée dans la « commission chargée de contrôler l'action du gouvernement en matière de renseignement », la seule députée de l'opposition à siéger dans cette instance, ni à celle d'un député RN « rapporteur du budget de l'armée de l'air ». « *C'est un bon signal qui prouve notre sérieux* » s'est réjoui la porte-parole du groupe d'extrême droite à l'Assemblée. C'est un signe concret à la fois de la banalisation du RN au sein des institutions – notamment celles qui ont trait à l'armée, la politique de guerre… et de la duplicité de la « majorité » présidentielle qui a voulu ces nominations et qui met en avant son souci de « respect des sensibilités présentes au parlement », alors qu'elle a mis la main sur tous les postes clés.

Les longues heures du débat parlementaire autour de la loi de finance rectificative ont illustré la démarche du gouvernement et des groupes qui forment sa majorité relative (les macroniens de Renaissance, Horizons d'E. Philippe et le Modem de Bayrou), les négociations avec les LR, la reprise de certaines de leurs propositions, et le refus de céder devant des propositions émanant de la Nupes, quand elles sont « inspirées » par la FI. Lancée début juillet, la question de la taxation des « superprofits » des entreprises, notamment TotalEnergies, Engie, le transporteur maritime CMA-CGM, les concessionnaires d'autoroutes… a été rejetée de justesse à l'Assemblée nationale, puis enterrée au Sénat, du moins pour la session parlementaire qui s'est achevée en août. Plusieurs porte-parole des groupes faisant partie de la Nupes ont regretté que la majorité relative macronienne ne « *tende aucune main à gauche* », qu'elle cherche uniquement des alliés à droite, que le RN profite de la situation… et que Macron, sa ministre et ses relais au parlement savent user des mécanismes des institutions pour faire passer leurs lois.

Une première conclusion à tirer de ce constat serait de considérer le terrain parlementaire comme un moyen, et surtout pas une fin en soi. C'est de cette façon que nous considérons cette question. D'autant plus que le mouvement ouvrier et populaire pose ses exigences sociales et politiques, et cherche les forces pour les arracher. Pour paraphraser un slogan qu'on entend souvent, « *c'est dans la rue que ça se passe* » et plus particulièrement aujourd'hui, en tout premier lieu, dans les grèves, dans les mobilisations pour arracher des augmentations de salaires. Bien sûr nous sommes pour taxer les monopoles, pour faire payer les grandes fortunes… mais la priorité, c'est de soutenir les ouvriers et les travailleurs qui font grève pour augmenter les salaires, pour aider ceux qui « *veulent y aller* » à le faire, à organiser la solidarité, y compris au-delà des frontières, comme celle à développer envers les ouvriers et les travailleurs du Royaume-Uni qui se battent aujourd'hui sur des revendications identiques aux nôtres.

L'heure est à la mobilisation pour faire payer le Capital, refuser de payer ses crises et les guerres qu'il déclenche et alimente. Toutes les énergies doivent être mises sur le terrain de la lutte de classe, aux côtés de la classe ouvrière qui se bat dans des centaines d'entreprises, de centres logistiques, dans de petites et de grandes boîtes ; aux côtés des travailleurs et travailleuses des villes et des campagnes, qui participent à créer les richesses, accaparées par la minorité de possédants, de grands actionnaires, de riches, aux côtés des jeunes qui refusent d'être de la « chair à patron et de la chair à canon ». ★

Un rendez-vous est fixé :
le 29 septembre, pour les salaires.
Travaillons à son succès !

Éducation

Pénurie d'enseignants, signe d'un profond malaise

Le fait majeur de cette rentrée est la pénurie d'enseignants, phénomène bien révélateur de la casse de l'école publique et de l'abandon de ses personnels. Si cette pénurie était annoncée et n'est pas une surprise pour les syndicats enseignants, elle semble permettre de mettre largement en lumière auprès de l'opinion publique aussi bien le traitement toujours plus dégradé des personnels de l'éducation nationale, via les conditions salariales et les conditions de travail, que l'entreprise systématique de démantèlement de l'école.

Il manque en effet près de 4000 titulaires en cette rentrée : les concours du printemps dernier n'ont pas permis de recruter le nombre nécessaire de professeurs stagiaires. C'est la conséquence de la désaffection du métier et de son manque d'attractivité.

Première raison : le salaire. Un enseignant débutant touche environ 1,2 fois le salaire minimum (contre 2,3 fois le smic au début des années 1980). Un professeur stagiaire démarre sa carrière à 1480 euros nets par mois. A l'heure actuelle, les enseignants qui touchent plus de 2000 euros ont déjà plus de 10 ans de métier. Cela, alors que les exigences de diplômes ont été accrues avec la masterisation et la nécessité d'être titulaire d'un master 2 (soit 5 ans d'études). La concurrence avec des métiers à niveau d'études équivalent bien mieux rémunérés, notamment pour les matières scientifiques ou les maths est évidente.

Un jeune professeur du secondaire à sa titularisation doit ensuite la plupart du temps quitter sa région d'origine, voire très souvent sa famille, pour la région parisienne, ce qui est source de difficultés supplémentaires. Ensuite il y a l'aggravation des conditions de travail, les classes surchargées, l'augmentation de la charge de travail, le manque de considération, le mépris de la hiérarchie, à commencer par l'ancien ministre Blanquer, la perte de sens du métier…Ces derniers jours, les témoignages affluent sur les démissions de professeurs qui n'en pouvaient plus malgré un métier choisi et aimé pour la plupart d'entre eux. En 2021, le nombre de démissions a triplé.

Le nouveau ministre s'est voulu rassurant, en promettant qu'il y aura bien un professeur devant chaque classe. Pour cela, les académies recrutent en urgence plus de 3000 contractuels, organisant « jobs datings » et leur donnent quelques rudiments de formation en 3 ou 4 jours ! Quel mépris pour ces personnes jetées ainsi dans le bain, et quel mépris pour les élèves et leurs familles !

D'autres solutions sont évoquées, comme revoir le niveau des enseignants à la baisse en distinguant le premier et le second degré. Cela après avoir mis en place la masterisation dont il n'a pas été fait de bilan. Rappelons que le recours croissant aux contractuels est aussi une volonté politique, puisqu'il il s'agit de la mise en œuvre de la loi de transformation de la fonction publique.

Quant à la revalorisation salariale, les promesses d'augmentation de 10 % pour l'ensemble de la profession, et d'un salaire net à 2000 euros pour les nouveaux titulaires sont accueillies avec scepticisme.

Il manque donc des profs en cette rentrée. Il manque aussi des AESH, malgré la promesse de création de 4000 postes en cette rentrée. Beaucoup d'élèves en situation de handicap vont encore se retrouver sans accompagnement ou avec quelques heures, ce qui ne correspond pas à leurs besoins. Les AESH rappellent leurs revendications légitimes : un statut de fonctionnaire de catégorie B avec la grille de salaire afférente, un temps complet correspondant à 24h d'accompagnement, pour prendre en compte les heures invisibles et la pénibilité du métier, et la suppression des PIAL.

En zone rurale, ce sont les chauffeurs de bus qui manquent à l'appel, conséquence du manque, là encore, d'attractivité de la profession.

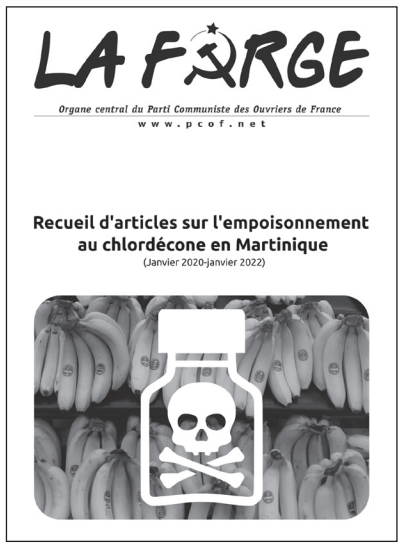
Le ton cette année tranche avec les discours lénifiants des années précédentes sur les rentrées réussies. On ne peut plus cacher la réalité de la dégradation du système éducatif. Mais cela permet aussi au pouvoir, et à Macron en particulier, en dramatisant au possible – « quelque chose ne marche pas dans notre organisation collective » – de présenter ses solutions qui vont dans le sens d'une libéralisation accrue, et du tri social renforcé de la jeunesse, en promettant une nouvelle réforme destructrice de la voie professionnelle. En s'invitant pour la première fois pour un président de la république à la réunion des recteurs le 25 août, Macron a voulu montrer qu'il s'occupe en personne de cette question et que son nouveau ministre de l'éducation est sinon mis sous tutelle du moins bien encadré ! ★

Martinique-Guadeloupe

Marche de solidarité avec la lutte des travailleurs agricoles victimes du chlordécone

Lilith et Chacha, un jeune couple franco-martiniquais, décide de se lancer dans une marche de 900 km à travers la France pour faire connaître et reconnaître la responsabilité de l'État colonial français dans le scandale du chlordécone en Martinique et en Guadeloupe à tous ceux qu'ils croiseront tout au long de leur périple. Avec un objectif concret : recueillir des fonds pour le Collectif des ouvriers et ouvrières agricoles et leurs ayant droits empoisonnés et empoisonnées par les pesticides (COAADEP) en Martinique et en Guadeloupe. Ce sont nos amis de l'organisation de Martinique (CNCP) qui nous ont avertis de cette initiative et sollicités pour la faire connaître.

L'idée a germé dans la tête de Lilith, d'origine martiniquaise, après un mémoire d'étude consacré au scandale du chlordécone. Elle a sollicité l'aide des différents collectifs et associations qui en Martinique, Guadeloupe et France sont mobilisés sur la question. Celles-ci ont pris le relais pour faire connaître l'initiative et assurer un minimum de logistique tout au long du trajet. Pas tous les jours faciles en cette période de vacances, beaucoup de militants étant absents. Mais on peut saluer le l'engagement notamment du Syndicat SUD qui a permis à nos deux marcheurs d'être accueillis et hébergés dans les villes traversées et au Comité du 10 mai qui assurait la coordination de la marche. Notre parti s'est mobilisé dans les villes de la marche où il a une organisation, à savoir Bordeaux et Toulouse. Toulouse était le point d'arrivée de la marche. Elle a aussi été son point d'orgue. Nous nous sommes fait l'écho détaillé sur notre site des étapes de Bordeaux et Toulouse. Malgré des conditions de mobilisation difficiles, nous voulons souligner la détermination des jeunes marcheurs, qui n'ont pas hésité à se lancer dans l'aventure, convaincus qu'ils n'avaient rien à perdre mais tout à gagner en allant à la rencontre des habitants des villes et villages traversés. Une démarche qui a recueilli sympathie et intérêt parmi la population comme ont pu le constater nos camarades de Toulouse. Avec quelques militants, revêtus des T-shirts du Collectif des ouvriers agricoles, ils ont accompagné les marcheurs jusqu'au centre-ville, diffusant flyers d'information et provoquant la discussion avec les passants et les commerçants. Le rassemblement a été ponctué des interventions des marcheurs, des organisations soutenant l'initiative dont notre Parti, de l'avocat toulousain, MeLéguevaque qui défend les ouvriers agricoles pour obtenir réparation dans leur bras de fer avec l'Etat colonial, etpar le message des ouvriers agricoles lu par la sœur d'Yvon Serenus, président du Collectif. Comme le soulignent nos camarades, « cette initiativea ainsi atteint son principal objectif : toucher le public car celui-ci, de tout âge, condition, ou origine, s'est montré curieux et intéressé. ». Les dangers du chlordécone et les ravages qu'il a causés et cause encore pour des centaines d'années sur les populations en Guadeloupe et Martinique, la persistance d'une politique typiquement coloniale en Martinique et Guadeloupe, la répression exercée par l'Etat français à l'encontre des militants qui dénoncent ce scandale et exigent réparation, mais aussi l'importance des mobilisations populaires qui ont obligé l'Etat français à une première reconnaissance de l'empoisonnement des ouvriers.res agricole, tout comme la nécessaire solidarité entre nos peuples…. autant de questions abordées dans les discussions mais aussi dans l'intervention de notre parti. « *Cet empoisonnement criminel en toute connaissance de cause est significatif d'une politique du fait colonial qu'ont persisté à soutenir et pratiquer les différents gouvernements français au service des plus riches, des exploiteurs, les békés planteurs de bananeraies.*



Nous soutenons votre combat car nous aussi sur l'hexagone nous nous heurtons à une politique de l'État au service des riches, des patrons et des marchands de canons.

L'État colonial que vous subissez est aussi notre État et nous avons à ce titre une responsabilité particulière pour soutenir votre combat. Nous menons un combat commun. C'est pourquoi nous avons intérêt à faire connaître votre lutte et contribuer à son succès. »

L'intervention intégrale est à retrouver sur notre site. Nos camarades ont également réalisé et diffusé aux organisations présentes un recueil des articles de La Forge de 2020 à 2022 sur l'empoisonnement au chlordécone en Martinique disponible sur commande au prix de 2 €. ★

L'hôpital a tenu grâce à son personnel

Le 2 septembre 2022, France Inter annonçait une augmentation de 13 % du nombre de décès en juillet par rapport à l'année 2019, année avant Covid (chiffres INSEE).
Avec les périodes de canicule de cet été, personne n'a été épargné, mais est-ce la faute à pas de chance ? Certes il y a eu aussi une recrudescence de l'épidémie de Covid 19 en juillet, mais tous ces événements difficilement prévisibles viennent percuter un système de santé déjà tendu à bloc, en grande souffrance.
La situation est connue, identifiée, le diagnostic partagé, des reportages, des articles sur la crise que connaît l'hôpital, les urgences… paraissent tous les jours. Pour toute réponse, « une mission flash » de 41 mesures de celui qui allait devenir le nouveau ministre de la Santé.
Face à cette augmentation des décès, dire a priori que le tri des malades via le 15 – la mesure phare du nouveau ministre de la Santé pour les urgences – n'aurait eu aucune incidence est une gageure. Chacun sait les conséquences de tout retard dans la prise en charge d'un accident vasculaire cérébral (AVC) notamment.
En tout cas, ce n'est pas acceptable que des services des urgences comme celui de Mantes-la-Jolie aient dû fonctionner en mode dégradé avec parfois le transfert de patients dans d'autres services d'urgences par manque de personnel. Tout le système sur lequel reposent les soins d'urgence, la régulation comme les services d'urgence eux-mêmes, sont à la peine.
La régulation aux urgences avec obligation d'appeler le 15 avant tout accès, a été déployée sur environ 20 % des 660 services d'urgences recensés en France. Outre le fait que ce tri est une atteinte à l'accès aux soins pour toutes et tous, il a fortement augmenté les appels en direction notamment des services d'accueil médical d'urgence (SAMU), alors que les assistants de régulation médicale (ARM) qui répondent aux appels sont en sous-effectif de l'ordre de 500 à 800 postes pour un effectif de 2500 personnes en poste actuellement !
D'après la CGT Santé, en août, 42 services d'urgences étaient fermés et 95 % des services en difficulté. Les mesures préconisées par « la mission flash » n'ont visiblement pas été à la hauteur.
Mais pour le ministre de la Santé « la catastrophe annoncée n'a pas eu lieu grâce à l'investissement fort des personnels sur le terrain » (1). Autrement dit, rien n'a changé. Le système tient encore et encore grâce et uniquement à « l'investissement fort » du personnel de santé, « mission flash » ou pas !
Au niveau médical, les urgences comptent énormément sur les « praticiens diplômés hors UE », les PADHUE ; en fait, les médecins étrangers moins payés que leurs homologues français pour un même travail. Ils enchaînent les gardes pour combler le tableau de permanence du service pouvant aller jusqu'à 4 gardes de 24h dans la même semaine ! Un autre « investissement fort ». Le ministre a promis des facilités administratives pour les semaines à venir mais après ?
Pour solliciter d'autres investissements afin de faire tenir la maison, il y a eu aussi des rallonges budgétaires pour encourager les heures supplémentaires défiscalisées pour les personnels médicaux et paramédicaux. Mais les services sont au taquet avec un personnel réduit et polyvalent. Après des heures à rallonge, c'est le burn-out qui guette.
Il faut urgemment augmenter les effectifs, de vraies revalorisations salariales, la reconnaissance des contraintes engendrées par ces continuités de service sans fin, le paiement conséquent des heures de nuit et de W.-E. et en finir avec les primes ponctuelles pour apaiser les tensions. Visiblement ce n'est pas ce chemin que compte prendre le gouvernement et le ministre de la Santé tout à son injonction d'appeler le 15 avant de franchir la porte des urgences.
Mais continuer de tirer sur la corde des conditions de travail du personnel, d'exploiter de façon aussi éhontée les médecins étrangers, faire prendre des risques qui n'ont rien d'anodin aux patients avec le nouveau protocole de prise en charge… on ne peut pas dire que la situation s'améliore vraiment dans les services des urgences.
Pour dénoncer notamment cette situation et faire avancer les revendications des personnels de la santé tant sur les effectifs, les conditions de travail que sur les salaires, un appel est lancé par la fédération CGT santé pour une journée d'action le 22 septembre. ★

1. *Le Quotidien du Médecin*, 29 août 2022.

Comment en est-on arrivé à une crise d'une telle ampleur dans la santé ?

Les différents ministres de la Santé qui se sont succédé depuis des années, interrogés par le journal Le Monde (1) rejettent tous la responsabilité sur leur prédécesseurs. Tous remettent en cause le numerus clausus, cette limitation du nombre d'étudiants pouvant accéder à la 2e année de faculté et qui a abouti à la pénurie de médecins qu'on connaît.
Il a été mis en place avec la loi de juillet 1971, à la demande de l'Ordre des médecins et des médecins libéraux, qui craignaient de ne pas avoir une patientèle suffisante et voir se développer une trop forte concurrence. Le nombre de médecins formés chute de moitié entre 1972 et la décennie des années 90-2000.
Progressivement, des « numerus clausus » ont également été instaurés en odontologie (soins dentaires), en maïeutique (pour les sages-femmes) et en kinésithérapie.
Dans le même temps, la population est passée de 51 millions d'habitants en 1971 à 67,8 millions aujourd'hui, avec un accroissement important du vieillissement et donc un besoin de soins croissant.
Une des grandes contradictions du systéme tient au fait que les médecins sont très attachés à l'exercice libéral de la médecine alors qu'ils doivent l'essentiel de leurs revenus à la Sécurité sociale, et refusent une quelconque ingérence étatique dans l'exercice de leur profession.
Ils se réclament du Soin mais sont à la fois médecin et dans un exercice commercial, n'hésitant pas, pour une partie assez conséquente d'entre eux, à dépasser les tarifs fixés par la Sécu.
La crise s'est aggravée avec la suppression de l'obligation de garde des médecins libéraux (médecins de ville) dans les années 2000, et ce à leur demande. A ce jour, un peu moins de 40 % des médecins généralistes participent à cette permanence des soins le soir, la nuit et le week-end, augmentant de fait le recours aux urgences.
Un flux significatifs de médecins s'installent dans les villes et les régions où ils sont mieux rémunérés avec des conditions de travail moins difficiles. On assiste à un mouvement identique de l'hopital vers les cliniques privées ou vers l'exercice libéral, aggravant les conditions de travail de celles et ceux qui restent attachés au service public.
Quelle que soit leur volonté, les différents ministres de la Santé ne pouvaient pas « réguler l'offre de soins » en refusant de limiter l'exercice libéral des professions de Santé et, dans le même temps, avaliser et pousser à la diminution des dépenses publiques pour la santé et en faisant fonctionner l'hôpital comme une quasi entreprise avec la tarification à l'acte pour en diminuer les dépenses tout en confortant les grands groupes privés lucratifs. En fait cette régulation s'apparente plutôt à une politique de limitation de la demande !
Dans cet article, Jean François Mattei (ex-ministre de la santé), la main sur le coeur, dit qu'il a amorcé la remontée du numerus clausus, mais ne se vante pas d'avoir arrêté l'obligation de garde des médecins.
Xavier Bertrand, lui, prétend l'avoir aussi augmenté, mais se défausse du maigre résultat en déclarant avoir eu en face de lui des doyens qui résistaient à former plus de médecins.
Roselyne Bachelot, avec la réforme « hôpital patient santé territoire » (HPST), a, elle aussi, sérieusement contribué à fragiliser le système.
Xavier Bertrand, reprenant le ministère, a continué la même politique s'engageant à ne pas toucher aux prérogatives des médecins libéraux.
Marisol Touraine, quant à elle, a forcé aux regroupements d'établissements et a continué la politique de fermetures d'hôpitaux, de services et de lits. Elle a assumé leurs fermetures prétextant la nécessité de développer la médecine ambulatoire. Une autre façon de fragiliser l'hôpital public. Par contre, pour les médecins libéraux, elle a écarté toute contrainte.
Agnès Buzyn a continué sur la même lancée de regroupements d'établissements, la fermeture des lits, favorisé le développement de la e-médecine… et devant l'évidence de la pénurie, a fini par supprimer le numerus clausus mais sans les moyens pour former et commencer à combler sérieusement le déficit.
Ce long article du journal Le Monde illustre tout à fait la continuité sur toutes ces années de politique en matière de Santé qui, au bout du compte, avec une vision sur le temps long, cherche à limiter les moyens humains et financiers nécessaires (en particulier au niveau de l'hôpital public) alors que les besoins de la société sont croissants (sans même parler de la dernière pandémie/épidémie liée au Covid 19 !)… tout en favorisant une médecine toujours plus libérale, une médecine à deux vitesses ! ★

1. *Le Monde*, 12 août 2022.

Incendies « hors norme »

Quand les profits passent avant la sécurité

Quelque 62 000 hectares de forêts et de champs ont brûlé cet été. Si ces feux « hors norme » sont une conséquence indirecte du dérèglement climatique, ils ont surtout mis en évidence les conséquences dramatiques d'une gestion de plus en plus chaotique de la forêt et le manque cruel de moyens de protection et de lutte contre les incendies.

Une forêt source de profit

Ces incendies ont pointé du doigt que les trois quarts de la forêt française sont majoritairement détenus par des propriétaires privés, avec une très grande disparité : si les forêts « privées » de moins de 10 ha représentent 39,4 % de la forêt privée et 95,6 % des propriétaires, celles de plus de 100 ha représentent 24 % et seulement 0,27 % des propriétaires. La majeure partie des forêts françaises privées et publiques sont exploitées pour la valorisation du bois (ameublement, construction, chauffage,). Mais pour que cette valorisation soit effective, il faut que les essences cultivées soient rapidement « rentables », donc de croissance rapide. D'où la sylviculture extensive des résineux (pins, sapins, épicéas…) à forte rentabilité (délai d'exploitation : 5 à 10 ans). Mais revers de la médaille, ce sont également des bois très facilement inflammables et leur monoculture ne fait qu'amplifier les risques en cas d'incendie ou d'attaques parasitaires.

L'Etat reste propriétaire d'un quart de la forêt. Sa gestion est assurée par l'Office national des forêts (ONF). Ses missions : la gestion des forêts publiques et des écosystèmes liés à la forêt, la prévention et l'anticipation des risques en milieux naturels (dunes, montagne, incendie de forêts), et l'offre de prestations auprès des exploitants forestiers ou des collectivités territoriales.

Mais comme l'explique Martine Chalvet dans son ouvrage Une Histoire de la forêt (1), dès sa création en 1964, cet Etablissement public industriel et commercial s'est vu attribuer comme mission principale de « mettre sur pied une véritable sylviculture industrielle, comparable en termes de progrès et de modernisation à l'agriculture française dans le cadre de la PAC (…) avec un souci constant de productivité et de rentabilité ». A l'instar des exploitants privés, l'ONF a donc privilégié une gestion « rentable » de la forêt au détriment de ses missions de protection et de prévention.

Une privatisation rampante

En 2014, la Cour des comptes publiait un rapport particulier sur la « *situation financière préoccupante* » et le déficit chronique de l'ONF qui l'obligeait à recourir à des emprunts à court terme. Celui-ci pointait du doigt la responsabilité de l'Etat puisque depuis 2007, les MIG (missions d'intérêt général) confiées par l'Etat à l'ONF ont fait l'objet de conventions « *pour un montant total égal à leur base 2006 en euros constants* », ces conventions devant préciser « *la part de financement de l'État et la part de l'ONF* ». De 0 % en 2006, la part de financement assumée par l'ONF est ainsi passée à 54 % en 2011, aggravant le déficit des MIG qui a doublé entre 2007 et 2011, passant de 12 M€ à 24 M€.

Le rapport de la Commission des affaires économiques du Sénat réalisé en 2018-2019 par le groupe d'études « *Forêt et filière bois* » sur la situation et les perspectives de l'Office national des forêts résume bien les enjeux et les contradictions auquel doit faire face l'ONF :

« *Pour les uns, il s'agit avant tout d'alimenter en bois la filière de transformation et d'équilibrer les comptes de l'Office en diminuant le poids de ses charges, notamment salariales.*

Pour d'autres, la priorité doit être accordée à un modèle de gestion plus respectueux de l'environnement, permettant de valoriser la forêt en tant que puits de carbone et réservoir de biodiversité. Ils s'opposent à une logique productiviste et sollicitent une rémunération des "aménités" produites par la forêt, l'équivalent des prestations pour services environnementaux en agriculture. »

Deux conceptions opposées et inconciliables. Les choix des gouvernements successifs se sont portés sur la première voie à marche forcée, un démantèlement progressif et une privatisation rampante de l'ONF.

Des moyens en constante diminution

Cela fait des années que les agents de l'ONF tirent la sonnette d'alarme et dénoncent un « management de la terreur », obligeant le gouvernement à limoger, en sept ans, deux directeurs généraux de l'ONF. Entre 2002 et 2015, l'Office a perdu 22 % de son personnel. Entérinée par les différents gouvernements, cette érosion continue s'est nettement accélérée depuis 2019 sous le premier quinquennat Macron : 9 000 agents en 2018 contre 8 200 en 2021. Une baisse brutale qui devrait se poursuivre jusqu'en 2025 avec la suppression de 100 postes par an selon le contrat ratifié entre plusieurs ministres et l'ONF en avril 2022.

Une situation identique dans les services d'incendie

Quant aux moyens de lutte contre les incendies, ils sont eux aussi non seulement très insuffisants mais leur gestion hyper centralisée n'a fait qu'aggraver une situation déjà critique. La France dispose d'une flotte vieillissante de 23 avions comprenant 18 bombardiers d'eau et 5 avions de reconnaissance et de coordination, mais 6 appareils n'étaient pas opérationnels en ce début juillet. Pour répondre aux risques qui ne cessent de s'amplifier, il faudrait quasiment doubler la flotte et que les appareils soient répartis sur l'ensemble du territoire, pour assurer une intervention rapide. Cela a bien évidemment un coût : un bombardier d'eau coûte entre 20 et 30 millions, nécessite un entretien coûteux et des personnels en nombre suffisant et correctement formés.

Idem pour les camions citernes de lutte contre les feux de forêts (CCF) (1000 en moins depuis 2006), les SDIS (2) préférant miser sur la mutualisation des appareils et des hommes faute de moyens pour entretenir les camions et payer les taxes sur les véhicules pollueurs, comme le dénonce la Fédération nationale des services publics CGT et son Collectif national SDIS dans un communiqué du 22 juillet.

Des personnels à bout et en colère

Manques de moyens matériels, de personnels, CDD à répétition, salaires insuffisants et en retard voire non versés, ou encore primes de vol (65 % du salaire) et indemnités repoussées,… obligeant les caisses syndicales à venir en aide aux salariés… C'est pour dénoncer ces conditions de travail et de vie en constante dégradation que les 88 pilotes de bombardiers d'eau, pour la plupart anciens militaires, de la base de Marignane, et les personnels au sol de la base aérienne de Nîmes-Garons, se sont mis en grève le 1er juillet, exaspérés du manque de considération de leur « patron », le ministère de l'Intérieur.

Situation tout aussi explosive du côté des « soldats du feu », qui ont manifesté à plusieurs reprises ces dernières années pour exiger de meilleures conditions de travail et de rémunération, et des moyens humains et matériels pour faire face à leur mission. Dans son communiqué du 22 juillet, le Collectif SDIS de la CGT pointe également le manque cruel de sapeurs-pompiers professionnels, « trop chers », les SDIS préférant recruter des pompiers volontaires rémunérés à l'intervention. L'objectif de recrutement de 500 000 pompiers volontaires fixé il y a peu a été revu à la baisse, passant à 250 000 ! En réponse à ces exigences, le gouvernement met en avant la « mutualisation », au niveau européen, des moyens aériens et des hommes du feu en cas de besoin. Mais encore faut-il que les pays voisins ne soient pas eux-mêmes confrontés à des feux de grande envergure comme cela a été le cas cette année en Espagne et au Portugal.

La répression, seule réponse du gouvernement

Il aura fallu plusieurs jours avant que le gouvernement prenne la mesure de la gravité des dégâts humains et matériels causés par ces incendies hors norme, se contentant dans un premier temps de laisser les préfets commenter les opérations sur le terrain. Le secrétaire d'Etat chargé des questions environnementales était quant à lui aux abonnés absents. Il faudra les interpellations répétées des responsables de régions et des services de lutte contre les incendies, dénonçant le manque de moyens en hommes et en matériels, pour que le gouvernement sorte de son inaction. Mais alors qu'on s'attendait à quelques annonces répondant aux besoins urgents exprimés, la première ministre Borne s'est lancée dans une attaque en règle contre les « pyromanes », présentés comme les principaux responsables de ces feux hors norme. Le ministre de l'Intérieur, Darmanin, a renchéri, promettant de créer « 3 000 postes de gendarmes verts », afin « d'améliorer le travail d'enquête judiciaire » ! En clair, une réponse gouvernementale exclusivement policière et judiciaire. En attendant l'arrestation de ces pyromanes, la forêt continuera de brûler faute de moyens humains et matériels pour prévenir et éteindre les incendies. ★

1. Martine Chalvet, *Une Histoire de la forêt*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « L'Univers historique », 2011.

2. SDIS : Service départemental d'incendie et de secours. Il est chargé de l'analyse des risques et de la mise en place des secours. Il organise l'activité des sapeurs-pompiers du département.

Le dérèglement climatique et ses conséquences sur la production agricole

Température caniculaire et déficit pluviométrique, l'équation météorologique de cet été a eu et aura des conséquences en chaîne sur toute une série de questions, et en particulier, sur la production agricole, d'autant que tous les spécialistes sont d'accord, ces phénomènes météorologiques ne seront plus exceptionnels mais deviendront la norme. La ressource en eau, nécessaire à la vie, a commencé cet été à devenir l'objet de tensions et d'arbitrages : quand il y a moins d'eau, il faut la partager ! Ce sont les préfets, donc l'Etat, qui décident les priorités et les restrictions d'usage, qui arbitrent donc entre des intérêts souvent contradictoires. L'autorisation d'arroser les greens des parcours de golf ou les pelouses du stade de foot nantais a soulevé de légitimes protestations et des « bassines » (1) dans le sud-ouest ont été vandalisées. Sans cautionner ces actes, M. Demarcq, président de SOS Rivières, explique : « Ces réserves sont largement financées avec de l'argent public et ne bénéficient réellement qu'à 7 % des agriculteurs, qui exportent la plus grande part de ce qu'ils produisent. Cela revient à exporter notre eau à l'autre bout du monde sous forme de céréales ».

La guerre de l'eau a commencé

La sécheresse de ces derniers mois a plus directement pesé sur les éleveurs. Leurs troupeaux se retrouvent dans des prés paillassons, où il n'y a plus d'herbe à brouter. Selon l'Agreste (organisme statistique du ministère de l'Agriculture), en juillet, la production d'herbe a été déficitaire en France de -21 % par rapport à la normale. Les éleveurs sont donc obligés de puiser dans leur réserve de foins pour nourrir leurs bêtes et d'utiliser les aliments pour bétail, maïs et autres céréales, des entrants qu'il faut payer plus cher. Si le prix du lait payé aux éleveurs a augmenté, il ne compense pas la forte hausse du prix des charges (gasoil, engrais,…). Comme l'explique un économiste du secteur, il y a aussi des inquiétudes sur certaines cultures comme l'ensilage du maïs : on s'attend à ce que la récolte soit moins bonne (en qualité et en quantité), les éleveurs sont donc préoccupés quant à la capacité à nourrir leurs animaux. Les vaches produisent moins de lait, les bêtes à viande sont moins grasses et moins grosses. Face à ces difficultés, certains éleveurs se débarrassent d'une partie de leur cheptel, d'autres risquent de jeter l'éponge ; comme il y a peu de chance que leurs exploitations soient reprises vu le contexte, ces départs vont contribuer à l'accélération de l'hémorragie de l'élevage des bovins en France.

Si les éleveurs vont payer un lourd tribut à la sécheresse, les consommateurs, eux, vont devoir subir les hausses de prix, notamment sur les produits laitiers. Un expert de la grande distribution confirme : « *On ne manquera de rien dans nos assiettes globalement, mais tout ce qu'on va y mettre va coûter plus cher parce que dès lors qu'il n'y en a pas assez, il y a des tensions sur les cours* ». Et d'ajouter : « *Tous les produits laitiers vont être concernés par les augmentations, avec peut-être des variations, mais la tendance générale est vers l'augmentation des prix pour toutes les familles de produits laitiers* ». « *Les prix intérieurs vont s'aligner sur les évolutions des marchés internationaux, ce qui va induire une inflation sur notre marché intérieur.* »

Bref, des éleveurs en grande difficulté d'un côté, des consommateurs, et notamment des familles populaires qui devront encore faire face à une augmentation des prix des produits de grande consommation de l'autre.

Les grands céréaliers, eux, notamment les producteurs de blé, profitent largement de la demande et de l'augmentation des prix sur le marché, conséquences de la baisse des exportations en provenance d'Ukraine. Les monopoles de l'agroalimentaire ne se portent pas mal non plus : les Nestlé, Danone, Unilever, Coca Cola,… réalisent des superprofits.

Les changements climatiques que nous vivons, associés aux tensions internationales, aux guerres ouvertes ou larvées, posent avec toujours plus d'acuité la question du système. Si la défense des intérêts de la classe ouvrière et des masses populaires, des travailleurs de la ville et de la campagne, passe par la lutte pour la satisfaction de revendications immédiates pour faire face à des urgences vitales, elle pose clairement la nécessité d'un changement radical de tout l'ordre social. ★

(1) Les « bassines » sont des réserves d'eau géantes constituées principalement par le pompage en hiver dans les nappes phréatiques. Elles servent à irriguer des cultures intensives en été (maïs, tabac, semences…) et permettent de sécuriser l'irrigation agricole. Elles sont fortement contestées par les associations écologistes et la Confédération paysanne.

Les chômeurs à nouveau dans la ligne du mire du gouvernement

La première réforme annoncée par le gouvernement de ce nouveau quinquennat sera pour l'assurance chômage. Elle sera présentée en accéléré au premier conseil des ministres, le 7 septembre, le projet devant être bouclé pour octobre pour partir à l'Assemblée nationale.

Pour l'instant, peu de décisions concrètes ont été dévoilées, mais Macron, Borne, Dussopt et le MEDEF ont déjà fixé des objectifs et une ligne à suivre : prendre en compte le marché du travail et les besoins du patronat. Pour Geoffroy Roux de Bézieux, patron du MEDEF, c'est une priorité, car les entreprises se plaignent d'avoir de plus en plus de difficultés à recruter. « *Il n'y a plus de métier en tension, car tous les métiers sont en tension* », a-t-il déploré.

Mais le patronat ne veut ni augmenter les salaires, ni améliorer sérieusement les conditions de travail. Et le ministre de surenchérir trouvant « inacceptable » qu'il y ait 7,4 % de chômeurs et des propositions d'embauche qui ne trouvent pas preneur. Pour contraindre les chômeurs à accepter les emplois là où il y a pénurie de main-d'œuvre, il faudrait baisser les allocations ou en tous cas les moduler selon le système canadien baptisé « contracyclicité » : « *On pousse le gouvernement pour faire cette réforme qui s'inspire de ce qui se passe dans d'autres pays, notamment le Canada, où la durée d'indemnisation peut varier en fonction du nombre d'emplois disponibles* », a précisé Geoffroy Roux de Bézieux. « *Quand ça va bien, on durcit les règles et, quand ça va mal, on les assouplit* », a opiné, peu contrariant, O. Dussopt, dans un entretien au Parisien le 27 juillet.

Rien ne définit encore les critères permettant d'établir la santé du système économique. On ne sait pas, non plus, si l'évaluation sera nationale ou locale, par bassin d'emploi, comme semble le suggérer le ministre Dussopt, ce qui aggraverait les disparités et introduirait une dangereuse rupture d'égalité de traitement entre chômeurs suivant les régions.

Ces nouvelles règles viendraient en plus de la contre-réforme de l'assurance-chômage récemment mise en application, qui a déjà considérablement attaqué le montant des allocations. 1 million d'allocataires en ont vu les conséquences, soit 40 % des indemnisés. L'indemnisation moyenne s'élève à 910 euros par mois et seuls 40 % des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi perçoivent une allocation-chômage, parfois d'un montant insignifiant (quelques euros par jours). Ce nouveau mode de calcul pénalise les plus précaires qui alternent contrats courts et périodes de chômage et rend plus difficile l'ouverture de droits, possible seulement après 6 mois au lieu de 4.

Une opportunité pour l'UNEDIC, qui anticipe de larges excédents : +2,5 Md€ pour 2022 et un solde encore meilleur pour 2023 et 2024, sous l'effet de la prise en compte de la nouvelle réglementation, (respectivement +3,1 Md€ et +4,2 Md€) !

La future réforme prolongera jusqu'en fin 2023 l'actuelle contre-réforme qui devait prendre fin en novembre. Elle ira de pair avec un renforcement des contrôles et des sanctions, et produira le double effet d'économiser sur l'indemnisation et de dissuader de rester inscrit au chômage, ce qui va dans le sens de la baisse annoncée des chiffres du chômage.

Le gouvernement annonce par ailleurs la création de France Travail. Rien ne filtre pour l'instant sur ce projet, mis à part une volonté de regroupement des différents services d'accompagnement des chômeurs.

A Paris et en banlieue, des évolutions se font sentir. Cap Emploi est déjà intégré à Pôle Emploi, et les Missions Locales, mises en concurrence avec Pôle Emploi sur le suivi des jeunes, connaissent des baisses de financement, voire des fermetures, dans certaines villes. Plusieurs mouvements ont eu lieu à l'intérieur du Pôle Emploi lors d'intégrations forcées et de disparitions de services pour des publics spécifiques. Intégrer la jeunesse au sein de dispositifs coercitifs et sans visibilité sur l'avenir génère de la démotivation chez les agents des services dédiés aux jeunes, et aussi de la violence chez certains jeunes en réaction aux tentatives de contraintes liées aux dispositifs gouvernementaux. Colère, surcharge et dégradation des conditions de travail, perte de sens, salaires trop faibles, avenir incertain… c'est un cumul explosif. Le personnel sera au rendez-vous dans la rue dès le 29 septembre, et pour la grève nationale spécifique qui se prépare pour le 11 octobre. ★

Tous et toutes dans la rue le 29 septembre !

Sans surprise, aucune… les projets de loi sur le pouvoir d'achat et le rectificatif sur celle des finances, adoptés après presque sept semaines de débats parlementaires pourtant agités, n'ont pas changé la donne. Le Capital non seulement est soustrait de la moindre petite disposition d'ordre salariale (comme un coup de pouce conséquent au Smic ou l'obligation d'ouvrir des négociations dans les branches sur les salaires) qui aurait pu être, ne serait-ce qu'a minima, en faveur du Travail, mais voit ses prérogatives en matière du droit du travail encore renforcées (durée du temps de travail, défiscalisation des heures supplémentaires, la prime comme moyen de rémunération, réduction de cotisations patronales, renforcement de l'intéressement et la participation…).

C'est le budget de l'Etat qui va garantir aux TotalEnergie et autres distributeurs le prix inflationniste-monopolistique des carburants, en prenant en charge la « ristourne » à la pompe, comme celui de l'octroi des mesures d'aides. Autrement dit, ces 7,5 milliards d'euros de ce qu'il faut bien appeler « mesurettes » – vu la gravité de la situation pour les masses populaires – vont être ponctionnés sur la part sociale du budget de l'Etat !

Un Etat plus que jamais au service des monopoles

L'ensemble de ces dispositions législatives, dans le contexte d'inflation généralisée que nous connaissons et la crise sociale qui s'ensuit, sont d'abord et avant tout des dispositions qui permettent au Capital de continuer d'exploiter en rond et plus si possible.

Pour essayer de donner le change, au moment où toutes les directions syndicales parlent de la nécessité du « partage de la valeur ajoutée » et/ou du « partage des richesses » (cf. la déclaration commune CGT - CFDT - FO - CFE-CGC – CFTC – UNSA – Solidaires - FSU… du 12 juillet 2022), la prime Macron (défiscalisée et désocialisée) a été rebaptisée prime « partage de la valeur » ?! Une façon aussi pour le gouvernement d'enfoncer le clou : entre le Capital et le Travail, en fait, tout ne serait qu'une question de curseur.

Mais « partage de la valeur ajouté » ou/et « partage des richesses »… par-delà la mystification des formules, dans un cas comme dans l'autre et de façon générale, le patronat ne veut rien partager, rien concéder et surtout pas en matière de salaires, si ce n'est que contraint et forcé.

Pour tout employeur (petit, grand ou très grand), il en va de son taux de profit, de sa capacité à faire face à la concurrence et continuer d'être un capitaliste parmi les autres capitalistes. Raison essentielle qui fait de la lutte pour les salaires, en lien avec son caractère vital pour celles et ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre, le cœur même de cette guerre de classe qui se joue dans la société capitaliste.

Aujourd'hui, avec le développement de l'inflation qui vient amputer de façon brutale le salaire réel des travailleurs dans un grand nombre de pays capitalistes-impérialistes (dans certains pays plus que dans d'autres), ceux-ci s'engagent massivement dans des mouvements de grève pour exiger des augmentations.

C'est un mouvement qui peut prendre de l'ampleur (comme au Royaume-Uni…). En France, le mouvement s'est engagé avec la fin du confinement et la « reprise qui s'en est suivie. Peu de couverture médiatique d'importance, peu de relais syndicaux autour de ces militants-es – souvent CGT – et de ces grèves quasiment parallèles les unes aux autres et qui, pour certaines, se sont menées y compris entre les deux tours des élections législatives. Si certaines forces politiques ont milité pour que les travailleurs aillent voter, leurs injonctions n'ont pas vraiment trouvé d'écho.

Le nouveau gouvernement, fidèle à la ligne tracée lors du premier quinquennat, continue sur la même lancée ultra-libérale et si l'Assemblée nationale a repris quelques couleurs, c'est avec le résultat que l'on sait… nous en avons parlé. Dans ce contexte, un nouveau cycle de mobilisations intersyndicales est engagé. La CGT, la FSU, Solidaires appellent les 22 (pour la Santé) et 29 septembre ; les partis réformistes soutiennent. Même si les autres confédérations n'appellent pas (ou pas encore), dans la situation actuelle, n'importe quel militant-e sait, même s'il s'y refuse, qu'il n'y a pas vraiment d'autre alternative que le chemin de la mobilisation pour les salaires afin de préserver autant que faire se peut le pouvoir d'achat.

Les conditions ont en quelque sorte mûri pour un mouvement de plus grande ampleur.

Que chaque syndicat, chaque section syndicale, chaque collectif syndical… ressorte les banderoles de la dernière grève, anticipe celle de la grève future, entraîne l'ensemble de leurs camarades à descendre dans la rue jeudi 29 septembre avec, en grand, sur les calicots, ses revendications salariales. ★

Deux grèves pour les salaires où détermination rime avec solidarité !

La grève des ouvriers d'ETEX-SINIAT, fabricant de plaques de plâtre à Mazan (Vaucluse)

Le blocage de la carrière et de la production est total depuis le 26 juillet sur ce site d'ETEX-SINIAT de Mazan (84). L'usine (ex-Lafargue) est la propriété du groupe belge international Etex Building Performance, leader dans le matériau de construction. 1300 salariés en France, 4 carrières et 13 usines. Les ouvriers se sont fâchés rouge alors qu'après cinq jours de grève pour obliger la direction à ouvrir des négociations annuelles obligatoires (NAO), celle-ci ne concède que les 2,7 % préconisés par le MEDEF alors que l'entreprise fait 40 millions de résultat net !

Les ouvriers grévistes, avec leur syndicat CGT, revendiquent une augmentation de 5 % avec un talon de 100 euros. Ils ne veulent pas d'aumône et disent stop au mépris. C'est la grève illimitée et le blocage total du site assuré par une trentaine d'ouvriers sur les 66 que compte l'usine. Fait remarquable, les grévistes ne sont pas partis en congés pour tenir le piquet : « *cette année on passe les vacances ici !* ».

Les revendications, outre les 100 euros, portent sur l'arrêt de la discrimination syndicale et la remise « *au centre de la sécurité des salariés plutôt que la production* ». Les ouvriers grévistes, caristes, ouvriers de la maintenance, conducteurs de ligne, chauffeurs n'en peuvent plus du manque de considération de l'encadrement alors que « *les conditions et équipements de sécurité font défaut* ». La direction se refuse toujours à négocier, recourt à des travailleurs intérimaires, brandit la menace de poursuite judiciaire, et fait le chantage classique sur la perte de marchés et l'avenir de la boîte. Elle reste sur des négociations le 2 septembre en contrepartie de la levée du piquet. Le conflit se durcit et gagne le site de Carpentras où les ouvriers ont décidé de rejoindre leurs camarades de Mazan dans la grève, le 30 août.

Dans un tract du 17 août, le syndicat CGT d'ETEX-SINIAT conforte les piquets de grève et l'unité contre les manœuvres de division de la direction : « *les syndicats collaborateurs (non-grévistes) n'ont qu'une réponse à donner aux salariés grévistes, c'est d'arrêter la grève pour aller négocier des miettes le 30 août au siège à Avignon !* »…

« *Chaque salarié génère 2147 euros pour les actionnaires et pas de réponse pour notre misérable demande de 100 euros !* ».

La justice vient d'ordonner aux grévistes de Mazan de lever le piquet de grève… A suivre.

Les grévistes d'ETEX-SINIAT devant l'usine

Grève sur le site du groupe Pommier à Bagnères-de-Bigorre (Hautes Pyrénées)

Dans ce site de Pommier qui appartient au groupe Cahors avec ses 10 filiales et 1750 emplois sur 10 sites spécialisés dans la fabrication de cellules électriques et tableaux moyenne tension pour le réseau électrique, une première grève suivie à 95 % a eu lieu le 24 mai, appelée par les syndicats CGT et CFDT, pour arracher là aussi de nouvelles NAO.

Pour bien se faire comprendre, les ouvriers n'ont pas hésité à s'inviter dans le bureau du patron, Grégoire Libert. Suite à une fin de non-recevoir, malgré 15 jours de grève le 15 juin, c'est l'action « zéro sur tout » avec grève illimitée marquée par des opérations de blocage d'éléments de la production. Le syndicat CGT de l'entreprise et les 62 grévistes (sur 67) rejettent le chantage emploi ●●●

●●● contre salaire « *après plusieurs années où nous avons fait le dos rond en appliquant et en subissant la politique de la direction, le résultat est là avec une diminution de 50 % du personnel (deux PSE), une augmentation des charges, une dégradation des conditions de travail, les burn-out* ».
Les revendications qui font l'unité et la détermination des grévistes portent sur une augmentation générale des salaires (AG) de 5 % et une augmentation individuelle (AI) de 3 % tous les 3 ans.
Un rassemblement a eu lieu à Cahors (46) devant l'usine du Groupe Cahors en grève à 95 % où les ouvriers avaient déjà débrayé pour soutenir leurs camarades de Pommier. Après deux mois de grève, le 1er août, et trois heures de négociation à la préfecture, G. Libert n'a lâché que 200 euros de prime Macron, 500 euros toujours sous forme de prime et une augmentation des heures supplémentaires. Réaction du délégué syndical CGT : « *on ne lâche rien, il se fout de nous ! quel mépris ! hors de question de reprendre le boulot sans augmentation de salaire !* » ★

Contre l'emploi d'intérimaires là aussi pour briser la grève, le syndicat CGT doit saisir le Procureur de la République. Les grévistes ont lancé une cagnotte en ligne : http//www.onparticipe.fr/cagnotte/ YlmwzBhS.

Royaume-Uni

Les grèves se multiplient et se durcissent

Les vagues de grèves touchent de plus en plus d'entreprises privées et le secteur public ne va pas tarder à se mobiliser. Le mouvement ouvrier et syndical n'avait pas connu un tel mouvement depuis trente ans. Si chaque secteur se mobilise sur des questions spécifiques, le point commun est l'exigence d'une hausse des salaires qui tourne autour de 10 %. La hausse des prix des produits de consommation est élevée ; plus de 10 % en moyenne, avec une prévision de 13 % pour octobre, les entreprises répercutant toutes les augmentations sur les consommateurs. Le secteur qui connaît les hausses les plus élevées est celui de l'énergie, avec 85 % d'augmentation annoncée pour le prochain mois. Le nombre de ménages ne pouvant plus payer leurs factures d'électricité grimpe en flèche. Dans ce pays où, comme le dit le secrétaire général du syndicat « rail, maritime, transport » - RMT, en pointe dans ce mouvement, « les travailleurs sont fondamentalement sous-payés », ces hausses de salaire sont une exigence vitale pour le plus grand nombre.

Ils ont surmonté les barrières mises au droit de grève

Depuis les années 90, les années Thatcher, le droit de grève a été considérablement réduit, à travers des lois qui n'ont jamais été remises en cause par les gouvernements suivants. Le mouvement syndical a été laminé par une répression féroce qui a fait chuter le nombre de syndiqués pour des années. Les grèves « sauvages » sont interdites, et les syndicats doivent, en préalable de tout mouvement, organiser un vote sur le déclenchement même de la grève. Les travailleurs qui, pour une raison ou une autre, sont absents lors de ce vote, sont considérés comme ayant voté contre la grève.
Cette chape de plomb a commencé à se fissurer début juin, quand des syndicats ont réussi à mobiliser les travailleurs de certaines branches, notamment dans les transports, privatisés depuis des décennies, pour la hausse des salaires et pour s'opposer à des plans de restructurations, de licenciements, de remises en cause des régimes de retraite… Les entreprises privées voulaient faire retomber sur les salariés leurs difficultés financières, en aggravant les conditions de travail déjà fortement dégradées et en continuant à faire pression à la baisse sur les salaires. Les patrons pensaient certainement que les « *arguments* » tel que « *c'est la faute à la crise Covid, à la guerre de Poutine* »… et le climat de marasme politique créé par la gestion chaotique du gouvernement Johnson, leur permettraient d'imposer leurs plans sans provoquer de trop fortes réactions, a fortiori de grèves. Ils ont donc refusé de négocier, faisant des « *propositions* » de hausses ridicules.
Cela n'a fait qu'alimenter la colère des travailleurs et les syndicats ont organisé les votes pour déclencher la grève. Le taux de participation – plus de 80 % – à ces votes était le signe de la grande détermination des travailleurs.

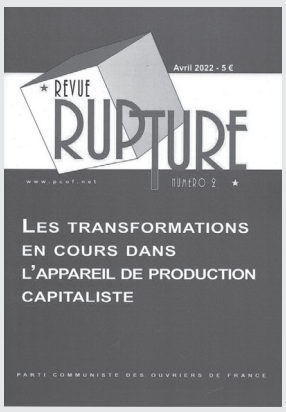
Piquet de grève des dockers britanniques. Sur les pancartes on peut lire : « Les docks profitent, pas les salaires des dockers » ou encore « Dockers de Felixstone, unis pour un salaire équitable »

Des vagues de grèves massives

Elles ont touché les chemins de fer, le métro, les avocats commis d'office, les travailleurs du service postal (devenu en 2013 une entreprise de logistique privée), ceux d'Amazon, de British Telecom, les éboueurs de plusieurs villes dans tout le pays, les travailleurs au sol des aéroports et aujourd'hui les dockers du plus grand port de conteneurs, Felixstowe, près de Londres. Ce sont des grèves d'une journée ou de huit jours, qui peuvent se répéter, avec à chaque fois la participation de dizaines de milliers de travailleurs qui paralysent toute l'activité de leur entreprise.
Les travailleurs du secteur public commencent également à se préparer à entrer dans la bataille, d'autant que les dernières augmentations de salaires ne dépassent pas les 2 ou 3 %, une misère ! Le mot grève n'est plus tabou chez les travailleurs de la santé, qui n'ont jamais débrayé.

Les conservateurs rêvent d'une nouvelle Thatcher et les travaillistes « comprennent » mais ne soutiennent pas les grèves

Une des dernières lois anti-ouvrières que le gouvernement Johnson a fait passer autorise les patrons à recourir à des intérimaires pour remplacer les grévistes. Son ministre des transports fustige les syndicats qui ne respecteraient pas l'obligation de faire voter les grévistes sur les propositions patronales – avec des grèves suivies à 80% !!! – et la candidate à la succession de Johnson, à la tête du parti conservateur et donc au poste de premier ministre, ne cesse de proclamer son admiration pour Thatcher. Ses déclarations sont sans ambigüité : « En tant que Premier ministre, je ne laisserai pas notre pays être rançonné par des syndicalistes militants ». Quant au maire travailliste de Londres, il accuse le gouvernement de pousser les syndicats à la grève à Londres, mais ne soutient pas les grévistes, « car la grève est un échec ».
La classe ouvrière et les masses travailleuses de ce pays, qui a longtemps été un modèle du néolibéralisme de combat, sont engagées dans un combat de classe de grande ampleur. Elles se battent pour elles-mêmes et pour les larges masses qui subissent de plein fouet la politique de l'oligarchie britannique de faire payer la crise énergétique, la crise économique, la militarisation et la politique de guerre de l'impérialisme britannique. Elles ont besoin du soutien et de la solidarité des travailleurs, du mouvement ouvrier et syndical, notamment d'Europe. C'est le moment de retisser des liens de lutte, entre cheminots, travailleurs du métro, dockers, travailleurs du transport et de la logistique… Nous appelons nos camarades et amis, nos lecteurs, à le faire maintenant ! ★



★ Revue Rupture n°2

Les transformations en cours dans l'appareil de production capitaliste

Ce numéro 2 de notre revue Rupture est consacré aux transformations en cours dans l'appareil de production capitaliste (informatisation, numérisation), techniques qui nécessitent de grosses quantités d'énergie dans un contexte de crise climatique obligeant à diminuer la dépendance aux énergies fossiles (gaz, charbon, pétrole). Il analyse les réponses du système capitaliste-impérialiste face à la crise de surproduction, climatique, d'interdépendance des économies et de concurrence exacerbée : augmentation de la productivité et intensification du travail pour extorquer davantage de plus-value. Il montre les répercussions sur la force de travail mais aussi la résistance des ouvriers, des travailleurs, des peuples qui se mobilisent et s'organisent pour défendre leurs conditions de vie et de travail.

Prix : 5 € (+port 4 €)

Les activités d'été de l'Union des Jeunes Révolutionnaires

Succès de son camp d'été

A la mi-juillet, l'Union des Jeunes Révolutionnaires (UJR) a organisé sa rencontre d'été. Notre parti salue son succès et les perspectives qu'elle ouvre pour le travail de l'UJR. Jeunes ouvriers, jeunes travailleurs des services publics, jeunes enseignants, étudiants, étudiants-travailleurs, apprentis, stagiaires…, ont pu échanger sur leurs conditions de vie et de travail, sur les résistances et luttes dans ces différents secteurs. Menées avec le souci de comprendre pour agir et mobiliser, toutes les activités et les discussions ont été traversées par ce fil conducteur : « Si aujourd'hui nous refusons d'être de la chair à patron, nous ne voulons pas, en plus, être demain de la chair à canon ! »

Communiqué de Camp d'été de l'UJR 2022

Ni chair à patron, ni chair à canon !

L'UJR a tenu son camp d'été entre le 14 et le 17 juillet 2022 en Alsace, Haut-Rhin, avec une dernière matinée en visio, pour permettre la participation de jeunes ceux qui n'ont pas pu se déplacer.

Le fil conducteur de cette année s'articulait autour du mot d'ordre « Ni chair à patron, ni chair à canon ». Les discussions alimentées par les témoignages des participants sur leur conditions de travail, le déroulement de leur année d'étude, leur apprentissage… a pointé le doigt sur l'intensification de processus de précarisation et d'exploitation de la jeunesse populaire. Les jeunes travailleurs subissent des méthodes de management qui évoluent sans cesse vers toujours plus de productivité et d'intensification du travail, de contrôle, dans une logique d'optimisation des ressources et de maximisation des profits. Elles se généralisent dans les secteurs privés et publics, dans l'industrie, mais aussi dans les écoles et les universités… Le travail est de plus en plus intense et difficile. Pour compenser cette réalité, les entreprises mettent en place un package de mesures qui vont des méthodes multiples et variées de « développement personnel », jusqu'au « yoga des yeux » pour se reposer des écrans ! L'exploitation et la précarité de la jeunesse, c'est aussi le travail en vacations qui touche aussi bien jeunes enseignants qu'animateurs et le travail à la tâche dont a pu témoigner un jeune livreur à vélo : « si tu pédales bien, tu gagnes bien, si tu pédales moins tu gagnes moins ! »

C'est la version actuelle d'une jeunesse vouée à n'être que de la chair à patron. Organisée par les camarades de l'organisation régionale du PCOF, la visite du Mulhouse ouvrier depuis le début de l'ère industrielle jusqu'à aujourd'hui, complétée par des témoignages de jeunes ouvriers, nous a permis de voir que les bases du système sont toujours les mêmes, même si les outils et les méthodes de production et de gestion de la main-d'œuvre ont évolué. Les luttes aussi sont toujours là, malgré l'entreprise de division, d'isolement et d'individualisation qui caractérise l'organisation du travail aujourd'hui.

Nous avons également organisé un débat avec le PCOF sur la guerre en Ukraine. Ce débat a permis de montrer que la cause fondamentale de cette guerre est la lutte entre puissances impérialistes pour se partager un monde déjà partagé, pour conquérir de nouveaux marchés, des matières premières et des zones d'influence… C'est pourquoi nous la qualifions de guerre inter-impérialiste qui oppose deux camps réactionnaires : d'une part la Russie de Poutine qui a envahi l'Ukraine, et d'autre part les États-Unis et leurs alliés qui ne cessent d'alimenter cette guerre en vendant des armes, en encourageant le nationalisme et en renforçant l'alliance agressive de l'OTAN. Le peuple ukrainien, le peuple russe et sa jeunesse enrôlée dans cette guerre réactionnaire en sont les premières victimes, mais ses conséquences touchent également tous les peuples du monde : pénuries, menaces de famine, flambée des prix, relance partout des budgets militaires au détriment des couches populaires et de la jeunesse qui peine à se loger, à se soigner, dont les conditions d'études sont de plus en plus dégradées.

Ce n'est pas le chèque de 100 € proposé par Macron qui va nous sortir de la précarité. Une augmentation conséquente de salaires pour les jeunes travailleurs, une revalorisation et une généralisation des bourses étudiantes, des aides au logement… sont des nécessités vitales pour lesquelles nous nous battons. Elles participent aussi à notre refus de payer le prix de la guerre à laquelle nos dirigeants politiques veulent préparer la jeunesse par tous les moyens, notamment par la généralisation du SNU. Si aujourd'hui nous refusons d'être de la chair à patron nous ne voulons pas, en plus, être demain de la chair à canon !

La participation et les interventions des camarades de l'Organisation Démocratique de la Jeunesse (ODJ) du Burkina Faso ont conforté nos solides liens de solidarité militante contre notre adversaire commun, l'impérialisme français, et contre le système impérialiste, qui est de plus en plus pourri et criminel. Les camarades nous ont donné des éléments concrets sur la situation de leur pays : coup d'État, chaos économique et social, occupation militaire étrangère et attaques des groupes armés terroristes, mais aussi sur la mobilisation du mouvement démocratique et révolutionnaire. Ils nous ont informés du congrès que l'ODJ vient de tenir et dont nous avons salué le succès avec un message de notre camp.

Un riche moment d'échanges et de formation, dans une ambiance chaleureuse qui va se prolonger dans les luttes à venir et dans la mise en œuvre des décisions concrètes que nous avons prises ensemble. Une bonne préparation pour nos camarades qui vont nous représenter à la rencontre internationale de la jeunesse qui va se tenir en Autriche du 29 juillet au 7 août. ★

L'Union des Jeunes Révolutionnaires
Lundi 18/07/22 »

Une délégation de l'UJR à la rencontre internationale de la jeunesse antifasciste et anti-impérialiste en Autriche

Echos d'un camarade de la délégation

« Cette rencontre, à laquelle ont participé plusieurs centaines de jeunes du monde entier, s'est déroulée du 29 juillet au 7 août, en Autriche. Activement préparée par les jeunes de la DIDF Allemagne et Autriche et des jeunes allemands de Internationale Jugendverein, elle a réuni des organisations de jeunesse révolutionnaires d'Europe, notamment d'Espagne, d'Amérique Latine, d'Afrique du Nord, de Turquie, de Palestine, et du sous-continent indien. Toutes ont pu présenter la situation de leur pays, partager leurs expériences de luttes respectives et échanger sur différentes thématiques : le Travail et de sa relation antagonique avec le Capital dans ce système capitaliste, l'exploitation de la jeunesse dans ce cadre, mais aussi sur la guerre et ses conséquences, le fascisme, le racisme et l'extrême droite, l'environnement, les droits des femmes, les luttes des jeunes étudiants et travailleurs… Lors de ces débats, la délégation de l'UJR est particulièrement intervenue sur la situation de précarisation et d'intensification du travail de la jeunesse, ainsi qu'à propos de la militarisation de celle-ci dans le but de servir l'impérialisme français. Des « Workshops », de petits ateliers, permettaient aux participants de rédiger le journal du camp, de réaliser des graffs, ou encore de participer à « Camp-TV », la télé du camp. Une journée fut spécialement consacrée à une visite du camp de concentration de Mauthausen et des différents monuments nationaux et plaques commémoratives. Un moment fort et particulièrement poignant. L'ensemble des jeunes révolutionnaires sont ressortis du camp plus renforcés et déterminés que jamais pour lutter pour un changement révolutionnaire de système, de monde, pour que la jeunesse internationale puisse enfin accéder à l'indépendance et à la liberté réelle, loin de l'oppression et de l'exploitation que lui réserve ce système capitaliste-impérialiste à bout de souffle ! » ★

« Même si les conditions diffèrent dans chaque pays, nos problèmes, ceux des jeunes du monde, sont fondamentalement les mêmes… Notre lutte est une lutte collective…pour un monde nouveau de solidarité entre les peuples et sans exploitation de l'homme par l'homme…un monde dans lequel la jeunesse aura un avenir sans fascisme, sans guerre et sans exploitation ! Renforçons notre solidarité – Renforçons notre unité ! Vive la solidarité internationale ! »

Conclusion de la résolution du camp international.
Attersee, en Autriche. Août 2022

Les centrales nucléaires à l'arrêt Edf « renationalisée »

32 réacteurs nucléaires à l'arrêt

Alors que la France possède le plus grand parc nucléaire (56 réacteurs) produisant 70 % de notre électricité, on apprenait cet été que 32 réacteurs étaient à l'arrêt pour des périodes plus ou moins longues. L'explication : un parc de centrales vieillissant qui doit subir des opérations de maintenance (qui, du fait de la pandémie de Covid, ont dû être différées) et… des arrêts dus à de la corrosion qui occasionne des fuites au niveau des soudures des coudes des tuyauteries d'injection de sécurité (tuyauteries qui permettent de refroidir les réacteurs en cas d'accident). Des arrêts momentanés ont également eu lieu sur plusieurs centrales du fait de la sécheresse et des grosses chaleurs. Mais le 15 juillet face à des risques de pénuries, des arrêtés exceptionnels ont été adoptés autorisant EDF à déroger aux normes limitant l'échauffement des cours d'eau suite aux rejets d'eau chaude des centrales. Le 22 juillet, ces dispositions ont été prorogées jusqu'au 7 août inclus (1). Rien de plus simple donc : puisque les normes sont un frein, et bien on en change ! Il est certain que ces rejets d'eau chaude ne seront pas sans graves conséquences pour la faune et la flore aquatiques, alors que tous les spécialistes du climat s'accordent sur le fait qu'il faut s'attendre à ce que ces périodes de canicule et de sécheresse se reproduisent régulièrement chaque année. Problème d'eau liée au réchauffement climatique, problème de corrosion, entretien et mises aux normes de sécurité sur des centrales vieillissantes pour des coûts exorbitants… et l'annonce par le chef de l'Etat, sans aucune concertation, de la relance du programme nucléaire. La construction, pour commencer, de 6 nouveaux EPR a de quoi rendre dubitatif les mieux informés quand le seul EPR nouvelle génération en construction a dix ans de retard et n'est toujours pas en service !

Renationalisation d'EDF

Le 6 juillet, dans son discours de politique générale devant l'Assemblée nationale, la première ministre, Elisabeth Borne, annonçait la renationalisation d'EDF. Déjà actionnaire à 84 %, l'Etat rachèterait les 16 % manquant pour un coût estimé à 9,7 Mds d'euros. Il s'apprête à faire une OPA début septembre pour un prix de l'action fixée à 12 euros (alors qu'elle était à 32 euros lors de son introduction en bourse en novembre 2005). Le ministre de l'économie, Bruno Le maire, commentant cette annonce a expliqué que « cette opération donne à EDF les moyens nécessaires pour accélérer la mise en œuvre du programme de nouveaux réacteurs nucléaires voulu par le président de la République et le déploiement des énergies renouvelables en France ».

La dette abyssale de l'énergéticien, 41 Mds fin 2021, 60 Mds annoncés pour fin 2022, s'est encore dégradée cette année avec la décision du gouvernement de faire vendre à EDF davantage d'électricité bon marché à ses concurrents (20 % au lieu de 10 % de son quota annuel, soit 120 TWh au lieu de 100). Si cette mesure a permis de limiter à 4 % la hausse du prix de l'électricité pour les clients, dans le cadre du bouclier énergétique, elle a creusé encore un peu plus sa dette ; de même, selon les Échos, la chute de production induite par l'arrêt de nombreux réacteurs aurait provoqué un manque à gagner pour le groupe de 18 milliards d'euros.

C'est sans doute pour rassurer les créanciers, mais aussi pour avoir les mains libres et agir sans entrave que l'Etat a décidé cette renationalisation. Elle ne dit rien par ailleurs des projets de démantèlement qui avaient été présentés en 2021 (projet Hercule), projet qui s'était heurté à une vive opposition des agents d'EDF et plus largement. ★

(1) Voir à ce sujet le communiqué du réseau Sortir du nucléaire. https://www.sortirdunucleaire.org/Derogations-aux-normes-de-rejets-d-eau-chaude-EDF

« Nucléaire. Stop ou encore ? »
Nous recommandons à nos lecteurs que cette question intéresse et qui veulent l'approfondir, cet ouvrage d'Antoine de Ravignan, journaliste à Alternatives économiques.
Le livre retrace les principaux enjeux que posent la construction de nouveaux réacteurs et le maintien en France de la filière. La place centrale d'EDF, la question épineuse du coût, l'alternative contestée des énergies renouvelables, les risques d'accident, l'échec industriel de l'EPR de Flamanville, le problème des déchets… posent de fait la question démocratique : comment se prennent les décisions qui engagent l'avenir énergétique de notre pays ?
Tous ces aspects que nous avons soulevés au fil des articles parus dans notre journal sont repris, développés et analysés par l'auteur, avec une grande rigueur au dire même de ses pairs.

La militarisation ne connaît pas la crise

La guerre en Ukraine est venue relancer les débats au sein des hautes sphères de l'armée et du gouvernement sur l'évolution des forces armées, des matériels, des doctrines… et des moyens notamment financiers à mobiliser. Cela se mène donc « à chaud » dans le cadre des discussions sur le budget général et sur la loi de programmation militaire 2019-2025 que Macron veut actualiser, pour tenir compte des premières leçons de la guerre en Ukraine. Il est convaincu que l'opinion est plus réceptive à ces questions et plus encline à accepter des « efforts » supplémentaires, notamment en termes d'augmentation du budget de la défense. Cela fait partie du « prix à payer pour notre liberté », la phrase lancée après un échange téléphonique avec Poutine, selon le service de communication de la présidence. Alors qu'il n'est question que de « sobriété », pour le budget de l'armée il s'agit d'une augmentation de 3 milliards en 2023, pour atteindre 44 milliards, avec l'objectif des 50 milliards en 2025. C'est le deuxième budget de l'Etat après celui de l'Education nationale.

Si c'est le chef de l'Etat qui prend les décisions dans ce domaine « réservé », elles sont le résultat d'un travail qui mobilise les services des armées, la Cour des comptes, les commissions parlementaires, les dirigeants des grandes entreprises du secteur militaro-industriel… les enjeux et les effets des décisions prises impactant toute l'économie et toute la société.

Le précédent rapporteur spécial des crédits de la défense, Cornut-Gentille, député LR battu aux dernières législatives par la candidate du RN, avait qualifié, en mars dernier, l'armée française d'obsolète, lançant un appel à en faire une priorité nationale. C'est ce qui est en train de se réaliser, et c'est ce que demande la haute hiérarchie militaire.

Les récentes auditions des chefs d'état-major des armées de l'air, de la marine et de l'armée de terre devant les commissions parlementaires vont dans ce sens. Leur constat : les moyens matériels et humains sont très insuffisants, vieillis, peu efficaces dans des guerres de « haute intensité » comme celle d'Ukraine. D'où la nécessité de plus de matériels, et donc d'augmenter le budget des armées.

Cela rappelle le discours du chancelier allemand, O. Scholz, et celui du chef d'état-major, quelques jours après le déclenchement de la guerre en Ukraine, qui décrivaient une armée allemande sans moyens, à laquelle il fallait sans tarder consacrer 100 milliards d'euros, et maintenir cet effort pendant des années pour que le budget des armées atteigne 70 milliards ! « *Ça change tout* » préviennent les responsables militaires et industriels français, qui s'inquiètent de la perte de leadership de la France en Europe et de l'avenir de grands projets franco-allemands, ouverts à d'autres Etats de l'UE, comme celui de l'avion du futur. C'est le chef d'état-major des armées, Burkhard, qui a résumé ainsi la situation : les armées de l'impérialisme français sont encore relativement capables de mener des expéditions militaires, comme les interventions en Afrique, mais n'ont pas les moyens d'une « armée globale » capable de mener une guerre de haute intensité, comme celle d'Ukraine. C'est cette perspective qu'il faut prendre comme critère pour les décisions, tout en réaffirmant que la coopération européenne, dans le cadre de l'Otan, est la seule « solution » pour l'impérialisme français.

Les chefs d'état-major ont présenté une longue liste de demandes en termes de matériels à se procurer, à court et à moyen terme. L'urgence absolue porte sur les munitions (les chiffres des stocks sont « secrets défense »), de tous types, qui ont été produites et surtout achetées dans le cadre d'une politique de « flux tendus » qui fait qu'il n'y a pratiquement plus de stocks. La liste des demandes à plus long terme est impressionnante : 215 canons Caesar au lieu des 76 actuels, 225 avions de chasse, au lieu des 195 actuels, sans parler des drones, d'un nouveau porte-avions, de plus de sous-marins, de navires, des missiles hypersoniques…

Non au budget de guerre

C'est un des slogans que nous allons développer dans le cadre des mobilisations du 21 septembre, « les marches pour la paix », qui se dérouleront dans plusieurs villes. Notre parti est membre du collectif qui organise ces marches depuis plusieurs années. Elles prennent une importance particulière du fait de la guerre en Ukraine, à laquelle participe l'impérialisme français, une « guerre de haute intensité » qui sert de justification à l'augmentation du budget de guerre. ★

Automobilistes tués lors de contrôle

Une extension dangereuse de la notion de « légitime défense »

Le 26 mars 2022 à Sevran, un agent de la BAC tire mortellement sur le conducteur d'une camionnette volée qu'il voulait interpeller.
Le 24 avril sur le Pont-Neuf, près de la Préfecture de Police de Paris, un jeune gardien de la paix de 24 ans tue deux hommes de 25 et 31 ans et blesse le passager d'une voiture garée à contresens, qui a tenté de se soustraire à un contrôle. L'arme utilisée était un fusil d'assaut HK G36, une arme de guerre qui tire en rafales, distribuée en dotation collective aux policiers, notamment à la BAC, après les attentats terroristes de novembre 2015.
Le 4 juin, dans le 18e arrondissement de Paris, des policiers en VTT, qui s'apprêtent à contrôler une voiture dont l'une des passagères ne porte pas sa ceinture de sécurité, tirent lorsque le chauffeur refuse d'obtempérer (9 douilles retrouvées) : le conducteur de 38 ans est gravement blessé au thorax, la passagère mortellement touchée à la tête.
Le 26 juin, à Carcassonne, un homme d'une quarantaine d'années, suspecté d'avoir heurté un policier en tentant de fuir un contrôle est lui aussi grièvement blessé par arme à feu.
Le 18 août, sur le parking d'un centre commercial de Vénissieux, deux policiers tirent sur un véhicule qui démarre brutalement lorsqu'ils veulent le contrôler : le conducteur est touché à la tête, le passager est tué.
Le 29 août, à Neuville-en-Ferrain (près de Tourcoing), un policier parvient à ouvrir la portière d'une voiture qui démarre pour échapper à un contrôle et tire sur le jeune conducteur de 23 ans qui décède sur place.
Cette liste des personnes tuées ou blessées en lien avec des « refus d'obtempérer » ne cesse de s'allonger. Le phénomène s'est brusquement accéléré après l'adoption de la loi du 28 février 2017 relative à la sécurité publique (1).
Auparavant, l'usage de leurs armes par les policiers et les gendarmes relevait du droit commun et n'était autorisée qu'en cas de « légitime défense », c'est-à-dire de nécessité absolue de se défendre ou de défendre autrui « *sauf s'il y a disproportion entre les moyens de défense employés et la gravité de l'atteinte* ». Depuis 2017, de nouvelles dispositions ont été intégrées dans le code de la sécurité intérieure (CSI), s'ajoutant à celles autorisant à disperser par la force un attroupement après deux sommations restées sans effet (loi de 2012, art. L211-9 du CSI). L'art. L435-1-4° du CSI, notamment, autorise les policiers à tirer « *lorsqu'ils ne peuvent immobiliser, autrement que par l'usage des armes, des véhicules, embarcations ou autres moyens de transport,* ***dont les conducteurs n'obtempèrent pas à l'ordre d'arrêt*** ». Particulièrement floue et difficile à apprécier dans l'urgence des opérations, la notion d'occupants « susceptibles de perpétrer, dans leur fuite, des atteintes à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autrui » laisse la porte ouverte à toutes les justifications de « légitime défense ».

Jusqu'où iront les surenchères sécuritaires

A ces dispositions prises dans un climat d'hystérie sécuritaire et de manifestations policières, s'ajoutent d'autres éléments qui expliquent la multiplication des tirs contre véhicules et peuvent assez rapidement aboutir au « permis de tuer » : le climat général qui cultive l'idée du « laxisme de la justice » et de l'impunité des délinquants », l'influence de l'extrême droite dans les rangs de la police et de certains de ses syndicats, la politique du chiffre et la mise sous tension permanente des effectifs.
Sur ces questions de sécurité, toutes les surenchères sont en effet de mise. On l'a encore vu ces dernières semaines avec la question des rodéos urbains. Plutôt que de développer des actions de prévention en direction des jeunes pour éviter les drames et les nuisances qui accompagnent ces courses et acrobaties motorisées en pleine ville, Darmanin a préféré en faire une affaire médiatique en alignant des chiffres complétement absurdes (« 10 000 opérations de contrôle à partir d'aujourd'hui sur tout le territoire », « *Au moins trois opérations anti-rodéos par jour dans chaque commissariat* » …). Certains vont jusqu'à réclamer l'autorisation pour les policiers de faire chuter les motards ! ★

(1) 137 « *déclarations pour l'usage de l'arme individuelle contre un véhicule en mouvement* » en 2017 ; 202 en 2017 ; 170 en 2018 ; 147 en 2019 ; 153 en 2020 et 157 en 2021 (Sources : ministère de l'Intérieur et Porte-parole de la police nationale).

« Karting en prison »

Le gouvernement enfourche les indignations de l'extrême droite

En été, sous une chaleur plombante, la prison est le pire des lieux, avec des locaux surchauffés, surpeuplés, infestés de vermine… Ces conditions particulièrement indignes sont régulièrement dénoncées depuis des années par tous les visiteurs, journalistes, députés, inspecteurs des prisons, sans que rien ne change, ni même que l'on entende des voix s'en émouvoir au gouvernement.
C'est dans ces conditions qu'une vidéo d'une activité « karting » en prison diffusée sur Youtube a été utilisée par les politiques les plus réactionnaires, extrême droite et LR (Ciotti) compris, pour répandre calomnies et idées nauséabondes sur le thème d'un soi-disant laxisme envers les délinquants.
En réalité, il s'agissait d'un type d'événement assez courant en prison, contribuant à soulager la pression, à récompenser les efforts de certains prisonniers, et préparer la réinsertion. En d'autres occasions, ce sont des activités avec des chevaux, des matches entre détenus et avocats, des concerts, voire de l'escalade… qui ont été organisées au sein des prisons. Ces activités sportives, culturelles, en détention sont inscrites dans la loi, conformes aux règles des Nations Unies pour le traitement des détenus. Thierry Boissin, psychologue et responsable de l'association Hugo B qui intervient en prison explique : « *Ce genre de distractions se mérite, elles incitent à bien se comporter. Après les restrictions liées au Covid, les prisons étaient sous pression.* »
La vidéo incriminée a été tournée dans la cour de la prison à Fresnes, prison de la banlieue parisienne qui comptait, en juillet 2022, 1 918 détenus pour 1 336 places (et parfois c'est pire !).
Il s'agissait d'une activité baptisée Kohlantess, en référence à l'émission télé. Trois équipes, détenus, gardiens et habitants de Fresnes, se mesuraient de façon détendue dans plusieurs épreuves, course d'obstacles, quiz, karting, piscine… pour remporter une cagnotte destinée à financer des associations humanitaires. Un habitant de Fresnes en est l'initiateur et en couvre le financement avec des sponsors privés. Mais usant de l'intox la plus primaire et éhontée qui la caractérise, l'extrême droite à l'offensive a tenté d'attiser la colère en prétendant que ces jeux étaient financés par « nos impôts » ! Le gouvernement, lui, a chaussé les lunettes et les bottes du RN et autres zemmouriens, syndicats de police et ténors de la droite, pour hurler au scandale, contre l'organisation de l'activité karting en particulier.
Sans vergogne, Dupont-Moretti, garde des sceaux, soutenu par Macron le 24 août, s'est affirmé choqué : « *La lutte contre la récidive passe par la réinsertion, mais certainement pas par le karting !* ». Il a aussitôt ordonné une enquête administrative.
Le ministre s'est défaussé sur ses services, arguant que les autorisations accordées ne donnaient pas de détails. Pourtant, comme souligne encore T Boissin : « *L'organisation d'un tel événement dans un centre pénitentiaire ne s'improvise pas. Elle suppose d'informer des dizaines et des dizaines de personnes : la direction de l'établissement, les services d'insertion, la commission pluridisciplinaire pénitentiaire, etc.* »… La vidéo incriminée a donc été contrôlée, modifiée et validée par le ministère de la justice pour sa diffusion sur YouTube (cf. *Le Figaro*).
Une fois encore, la proximité de ce gouvernement avec les thèses les plus obscures est remarquable. A chaque crise soulevée par la réaction, Macron et Cie répond et réforme en renforçant la répression. Avocats, associations, élus, eux, dénoncent (1) inlassablement les véritables problèmes des prisons françaises, surpopulation, manque d'hygiène, stigmatisés aussi au niveau européen (2).
« *Ce qui me choque, moi, à Fresnes, c'est la surpopulation carcérale, ils sont à trois dans une cellule par 40 degrés, et il y a toujours autant de rats, de punaises de lit et de cafards* », a déclaré au JDD, Dominique Simonnot (Contrôleuse générale des lieux de privation de liberté, elle ne cesse d'alerter sur l'état déplorable des prisons françaises). Voilà qui relativise le mythe de la prison-palace ! Faisons pièce à ces idées ultra-réactionnaires ! ★

(1) https://www.syndicat-magistrature.fr/notre-action/justice-penale/enfermement-peines/2541-le-flambeau-de-la-reinsertion-menace-d-elimination.html
(2) La Cour européenne des droits de l'homme l'a d'ailleurs condamnée en 2020 et le Conseil de l'Europe l'a épinglée l'année suivante.

Que signifie « la guerre en Ukraine s'enlise » ?

En évitant de parler de guerre, mais « d'opération spéciale », Poutine pensait certainement à une opération militaire rapide. Elle devait se solder par la chute du gouvernement ukrainien et permettre à l'impérialisme russe de regagner le contrôle politique, militaire et économique de l'Ukraine, pour empêcher qu'elle ne devienne un poste avancé des puissances impérialistes occidentales, des USA et de l'Otan.

C'est pour cela que nous avons tout de suite dénoncé cette « guerre impérialiste de repartage » et que nous nous sommes opposés à la participation de l'impérialisme français. Une position prise par les partis et organisations de la CIPOML qui mènent campagne contre cette guerre impérialiste.

Très rapidement, les puissances impérialistes occidentales, sous la houlette de l'impérialisme étasunien, ont apporté un soutien militaire et politique à Zelensky, qui a pris la tête d'une sorte de « croisade » anti-russe. Sous couvert de résistance à l'invasion russe, il s'est fait le porte-parole national et international des intérêts de l'impérialisme occidental, de l'Otan. Ses adresses quotidiennes, retransmises dans un très grand nombre de pays, sont des appels incessants à livrer plus d'armes, à aggraver les sanctions contre la Russie. Parallèlement, il a renforcé sa mainmise sur l'Etat et toute la société ukrainienne et mis en œuvre une politique anti-ouvrière et anti-sociale.

L'échec de « l'opération spéciale » est patent. Les pertes humaines et matérielles sont très importantes, même si le régime russe les minimise. La décision de Poutine, prise le 25 août, d'augmenter de 137 000 le nombre de combattants d'ici le 1er janvier 2023 pour atteindre le chiffre officiel de 1,15 million de soldats actifs, est directement liée à la nécessité de combler les pertes subies en Ukraine. L'opposition à cette guerre existe en Russie, même si elle est très réprimée. Poutine sait qu'elle sera encore plus forte en cas de « mobilisation générale ».

La centrale nucléaire de Zaporijia est la cible de bombardements, invariablement attribués à la Russie qui rejette la responsabilité sur les dirigeants ukrainiens. Le « chantage » à l'accident nucléaire fait partie de cette guerre.

Alors que les services de renseignement occidentaux se disent capables de tracer le processus de fabrication de kérosène, dans lequel est impliqué TotalEnergies, depuis le site d'extraction du « condensat de gaz » en Sibérie, jusqu'aux bombardiers russes impliqués dans les bombardements de Marioupol, « *on ne sait pas qui tire les missiles sur la centrale* » !? Un signe ne trompe pas : Zelensky a reconnu que depuis que les experts de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) sont sur place, des tirs de missiles ukrainiens ont été tirés « près de la centrale », visant des positions militaires russes.

La guerre s'installe, car Poutine ne peut se retirer de l'Ukraine et parce que les puissances occidentales veulent affaiblir au maximum celui qu'elles considèrent comme leur ennemi sur le continent européen. L'impérialisme US ne cesse d'alimenter le régime de Zelensky en armes, pour « tenir » face à l'arsenal russe. Les alliés européens membres de l'Otan envoient des armes et veulent installer des centres de formation pour l'armée ukrainienne « dans les pays frontaliers ». Tous les dirigeants des pays impérialistes engagés dans cette guerre, aux côtés des USA, veulent « *afficher leur détermination collective face aux interrogations sur une possible lassitude des opinions publiques occidentales* ». Il ne leur vient pas à l'esprit que le peuple ukrainien est lui aussi « las » de cette guerre qu'il subit ? Ni que cette « lassitude » est de plus en plus un refus de cette guerre par les travailleurs, les jeunes, les masses populaires qui en subissent les conséquences ? ★

Rappel de nos positions

Condamnation de l'invasion russe.

Opposition aux USA, à l'Otan et à l'UE qui envoient armes et argent.

Condamnation de la guerre impérialiste de repartage.

Opposition à la participation de la France à cette guerre ; dénonciation de son alignement sur l'Otan.

Non à la livraison d'armes et non à la militarisation.

Refus de se mettre derrière le régime de Zelensky qui ne mène pas une guerre de libération nationale, mais une guerre contre la Russie pour rallier le camp de l'Otan.

Soutien aux forces en Ukraine qui dénoncent le régime Zelensky et ses lois ultra libérales.

Soutien aux forces qui, en Russie, dénoncent la guerre.

Lutte pour refuser de «payer la guerre», dénonciation des va-t-en-guerre et des profiteurs de guerre.

Taïwan

Provocations étasuniennes contre la Chine

En pleine guerre en Europe, les dirigeants étasuniens attisent directement les tensions avec la Chine. Cette fois, c'est autour de Taïwan qu'ils ont décidé de provoquer les dirigeants chinois. La présidente de la Chambre des représentants, N. Pelosi, a effectué une tournée qui l'a menée à Taïwan, Séoul et Tokyo. C'est la visite à Taïwan qui a suscité des réactions très vives de la Chine, mais elle a également provoqué des réactions négatives de la part des dirigeants de la Corée du Sud et de ceux du Japon, pourtant alliés importants de l'impérialisme US. Si les dirigeants de ces deux pays ont comme priorité de resserrer les liens avec l'administration étasunienne, ils n'ont pas apprécié d'être mis devant le fait accompli (1). Ils essaient de ne pas être entraînés par les USA dans une confrontation directe avec la Chine. Parce qu'ils ne sont pas prêts, parce qu'une grande partie de l'opinion publique de leurs pays y est opposée, et parce qu'ils seront en première ligne, alors que l'impérialisme US ne le sera pas.

La visite de Pelosi : une provocation calculée

C'est la première visite officielle d'un représentant étasunien d'un tel niveau sur l'île de Taïwan depuis 25 ans. Elle a été saluée avec enthousiasme par les dirigeants de l'île, notamment sa présidente issue d'un parti nationaliste, d'autant que Pelosi a tenu à l'assurer du soutien des USA. Cette visite a été désapprouvée à plusieurs reprises par les dirigeants chinois, qui considèrent que l'île de Taïwan est chinoise et que l'inéluctabilité de son rattachement à la Chine continentale est actée depuis que les Nations Unies ont reconnu la RPC comme seule représentante de la Chine. Ils ne cèderont pas sur cette question.

Jusqu'aujourd'hui, la doctrine officielle des USA se caractérise par « une ambigüité stratégique », consistant à avoir des relations d'Etat avec la RPC et de ne pas avoir de relations diplomatiques avec Taïwan. Mais ils développent d'importants liens économiques, notamment dans le domaine de la fabrication des semi-conducteurs (2). Ils vendent également des armes (66 avions de chasse F16 pour 64 milliards de $ en 2019) et surtout, Biden a affirmé à plusieurs reprises que les USA « interviendraient » en cas d'attaque de la Chine contre Taïwan.

L'objectif et les conditions mêmes de la visite de Pelosi doivent être mis en lien avec l'actuelle guerre en Ukraine ; la Chine étant présentée comme l'agresseur potentiel, à l'image de la Russie. Le choix de la date – au moment d'importantes manœuvres chinoises sur terre, en mer et dans les airs – a pour but de montrer « au monde entier » que la Chine a une capacité de blocage de l'économie mondiale, en contrôlant le détroit de Taïwan par lequel sont passés 48 % des porte-conteneurs qui naviguent dans le monde durant les sept derniers mois. C'est précisément ce qui s'est passé au moment de la visite de Pelosi et après, suite aux manœuvres de l'armée chinoise de très grande ampleur qui ont complètement isolé l'île et, par voie de conséquence, ont paralysé le trafic maritime et aérien pendant plus de 3 jours.

Une leçon de la guerre en Ukraine

Si la méthode a déplu aux dirigeants des autres pays alliés des USA de la région, (qui n'ont pas été consultés sur ce voyage), ils ont néanmoins « entendu le message ». Le gouvernement japonais, qui a condamné la violation durant ces manœuvres de sa zone économique exclusive, veut passer le niveau de son budget militaire à 2 % du PIB.

Pour les dirigeants de Taïwan, elle se résume au principe suivant : il faut se préparer à une guerre asymétrique, comme celle que mène le régime ukrainien, sans entrer dans une course aux armements lourds qui est « perdue d'avance », vu la disproportion des moyens. D'où une réorientation des livraisons d'armes, vers celles « plus légères », comme les missiles portatifs, drones… Et il est déjà question de passer de 4 mois à une année la durée du service militaire obligatoire à Taïwan.

Parallèlement à cette opération, des responsables étasuniens, australiens, néozélandais et japonais, se sont rendus dans les îles Salomon, pour essayer de contrer l'influence économique, politique et militaire que la Chine a gagnée ces dernières années. C'est avec des « dons » et des « prêts » qu'ils espèrent y parvenir. ★

1. La grande base US d'Okinawa, au Japon, a assuré la « protection » de la visite de Pelosi à Taïwan ; une façon de rappeler aux dirigeants du pays qu'ils sont de fait une « cible » militaire de la Chine.

2. Voir le numéro 2 de notre revue Rupture, avril 2022. Lors de sa visite éclair, Pelosi a rencontré le pdg du leader mondial dans ce domaine, TSMC.

Oui, Israël mène une politique d'apartheid !

Cet été a vu une nouvelle fois Israël, comme quasiment chaque année, lancer en août une campagne de bombardement de la bande de Gaza. Mais, pour la première fois, celle-ci a été menée pour des raisons « préventives », sans même que le gouvernement israélien prenne la peine de la justifier comme par le passé par quelques tirs de roquettes attribués au Hamas. Quelques jours auparavant, l'armée israélienne a procédé à l'arrestation d'un haut cadre et de 40 membres du Jihad islamique à Jénine en Cisjordanie occupée et à la fermeture des points de passage de Gaza en Israël, empêchant des milliers de Gazaouïs d'aller travailler ou de rentrer chez eux.

Encore une fois, le gouvernement sioniste israélien a bombardé la population sans discernement, visant les habitations, les écoles et les crèches, tuant en 3 jours plus de 50 personnes dont 15 enfants et laissant des centaines de blessés et des milliers de logements détruits. Cette attaque contre Gaza s'inscrit dans la longue liste des opérations militaires menées par Israël depuis sa dénonciation unilatérale des accords d'Oslo en 2000. A cela s'ajoutent le blocus imposé depuis quinze ans à la bande Gaza, l'implantation accélérée de colonies avec accaparements de quartiers ou d'exploitations agricoles par les colons avec le soutien de l'armée à Jérusalem et en Cisjordanie occupée, les provocations répétées sur l'Esplanade des Mosquées suivies de la répression armée des Palestiniens qui se défendent, le traitement inhumain des prisonniers politiques palestiniens et l'incarcération d'enfants mineurs… Toute cette politique de terreur et de dépossession vise à rappeler quotidiennement au peuple palestinien que c'est Israël seul qui décide de son sort et que toute résistance est inutile. Si cet objectif a été une constante de tous les gouvernements, elle n'a fait que s'exacerber lors des phases de crises politiques israéliennes, en particulier sous les mandats de Netanyahu et encore aujourd'hui avec la chute du gouvernement qui lui a succédé.

Mais si Israël bénéficie toujours du soutien des Etats-Unis, comme l'a montré la dernière visite de Biden sur place en juillet, de la complicité des grands groupes militaro-industriels, de l'UE, de l'Arabie saoudite, du Maroc, de la Russie ainsi que du gouvernement Macron-Borne, le peuple palestinien ne baisse pas les bras ni ceux qui le soutiennent. Pour preuve le large mouvement de soutien international qui a suivi le nouveau saccage, le 18 août, des locaux des 6 ONG de défense des droits des Palestiniens qui avaient été déclarées « terroristes » en octobre 2021, ainsi que ceux du l'Union des comités de travail de santé, également ciblée par l'armée israélienne. Mais alors que la France a signé le 12 juillet une déclaration publique avec huit autres Etats de l'UE disant « *que, en l'absence de preuves concrètes, la coopération avec ces six organisations engagées au plus haut niveau depuis des décennies dans la défense et la promotion des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé se poursuivrait* », aucune pression à l'égard d'Israël n'a été exercée ni même envisagée pour qu'il revienne sur cette décision.

Cette intensification de la dénonciation des crimes israéliens provoque en retour des attaques renouvelées des milieux sionistes. Mi-juillet, 37 députés NUPES ont déposé un projet de résolution à l'Assemblée Nationale dénonçant l'apartheid israélien. Le texte s'appuie sur les conclusions des rapports réalisés par B'Tselem, Amnesty International et sur le rapport du Conseil des droits de l'homme de l'ONU de mars 2022 sur la situation des droits de l'homme dans les Territoires occupés. Bien que n'ayant aucune chance de passer, ce projet a provoqué l'ire de la macronie, du garde des sceaux à la première ministre ainsi que des réactionnaires du groupe RN, d'une grande partie de la droite et d'une partie du PS, tous recourant à l'amalgame éculé de l'antisémitisme. La bataille s'est aussi menée dans la rue où plusieurs rassemblements de soutien à la Palestine ont eu lieu cet été, à Paris et à Pau notamment, ou celui organisé par les étudiants de Science-po Menton qu'Estrosi et Ciotti ont tenté de faire interdire. Dans les médias, BFM a supprimé de son site une interview présentant les bombardements tels qu'ils sont, à savoir un crime, et un éditorial calomnieux suite au projet de résolution à l'AN est paru dans la République des Pyrénées auquel répond de façon argumentée un ami de l'Afps de Pau (voir notre site).

D'où l'importance du travail de solidarité avec la résistance du peuple palestinien pour ses droits nationaux et la nécessité de poursuivre le travail d'explication sur la politique d'apartheid de l'Etat d'Israël. ★

Sanction, sanctions contre Israël !!

Espagne

Non à la privatisation du système public des retraites !

En Espagne comme chez nous, le système de retraite est dans le collimateur du gouvernement PSOE-UP qui va se traduire par une privatisation du système public de retraite. Nous publions ci -dessous de larges extraits d'un article des camarades du Parti Communiste d'Espagne (m-l) contre ces plans. « Arrêtons l'offensive du Gouvernement, de la banque et de l'UE contre les retraites -Grève générale ». Ils appellent les travailleurs à rejeter leurs illusions sur la possibilité, par la négociation, de faire revenir le gouvernement PSOE sur cette décision et à faire du 15 octobre une journée de lutte unitaire de tous les retraités et travailleurs sans distinction.

« Le 9 juin, le "Gouvernement de Progrès" a imposé une défaite aux retraités et aux travailleurs avec l'approbation de la loi sur les Régimes de Retraite d'Entreprise au Congrès. Ce vote a été précédé d'une série de mesures visant à liquider le système public de pensions. Nous pouvons prendre comme point de départ de ce plan la signature du Pacte de Tolède par tout l'arc parlementaire avec la revalorisation sur la base de l'IPC (indice des prix à la consommation) moyen et il s'achemine maintenant vers la deuxième tranche pour la privatisation du système public des retraites. Les illusions selon lesquelles un gouvernement de gauche formé par la coalition PSOE-UP défendrait le système public des retraites ont été démenties par les faits. Les différentes directions des retraités en lutte ont alimenté ces illusions et les mesures prises jusqu'à présent visaient à faire pression sur le parlement et les parlementaires de gauche en dénonçant la droite et le néolibéralisme et le ministre Escrivá comme les responsables de l'offensive, pour ne pas affronter le gouvernement. Mais l'attaque venait du gouvernement en qui on avait confiance.

La division des organisations de lutte des retraités a favorisé les plans de privatisation du gouvernement en brisant l'unité d'action atteinte jusque-là. Les directions des deux principales centrales syndicales CCOO et UGT ont collaboré dans ce sens en soutenant le pacte de Tolède, en gardant la classe ouvrière à l'écart de ce qui se tramait dans son dos, en défendant leur propre entreprise en tant que gestionnaire de régimes de retraite privés. Il n'en est pas moins vrai que les syndicats combatifs n'ont pas mené une lutte de fond pour faire de l'avenir des retraites une cause décisive des travailleurs actifs. Ce sont eux qui seront les plus touchés par les réformes en cours et pourtant ce sont les grands absents de cette lutte. Aujourd'hui, il faut faire le point pour définir comment nous allons poursuivre la lutte. (…)

La situation est beaucoup plus grave qu'en 2018 quand nous sommes sortis pour rejeter l'augmentation de 0,25 % de Rajoy. Pour atteindre à nouveau la masse et l'unité de l'époque, nécessaires pour freiner la privatisation des retraites, nous devons mettre sur le pied de lutte les organisations de retraités sans distinction pour retrouver l'unité dans la lutte, mais pour cela il faut changer la stratégie : le gouvernement PSOE-UP n'est pas un allié, mais représente les grands capitalistes, les banques et l'Union européenne. Escrivá, Calviño et la droite "néolibérale" ne sont pas en marge du gouvernement, ils forment avec lui un front contre la classe ouvrière et les retraités.

Pour un plan de lutte contre les plans du gouvernement

Nous devons renouer avec les assemblées massives de retraités, assez de chamailleries et de sectarismes, il

faut unir les travailleurs sur la base d'un véritable plan de lutte qui concentre nos revendications : pensions et salaires minimaux à 1200 €, égalité entre les travailleurs et les travailleuses, abrogation des réformes du travail et des retraites, non à la privatisation du système public des retraites, de la santé et des services publics, pas d'augmentation du budget militaire, retrait de l'OTAN, non à la répression contre les immigrés, non à la militarisation des frontières et retrait immédiat des troupes espagnoles de la guerre. Nous appelons à des assemblées unitaires de toutes les organisations de retraités avec les syndicats et les travailleurs en activité pour élaborer un véritable plan de lutte et commencer l'agitation sur l'urgente nécessité d'une grève générale. C'est dans cette perspective que nous soutenons et appelons à la mobilisation proposée pour le 15 octobre. » ★

Mali

L'armée française se retire après dix ans d'occupation. Enfin !

Le 15 août 2022, les derniers soldats de l'armée française ont quitté le Mali. La restitution aux forces armées maliennes de la base de Gao achève les opérations de retrait débutées avec les évacuations successives des bases de Kidal (octobre 2021), Tessalit (novembre 2021), Tombouctou (décembre 2021), Gossi (avril 2022), et Ménaka (juin 2022).

Ce départ forcé est surtout imputable au rejet massif de l'occupation française par le peuple malien. Le mot d'ordre de « France dehors » a gagné des secteurs de plus en plus importants des populations maliennes et même au-delà. C'est l'aspect que nous retenons d'abord et nous le revendiquons, d'autant que nous avons mené campagne, avec d'autres, sur ce thème.

C'est un important revers militaire et politique pour l'impérialisme français qui cherche à se replier au Niger et au Burkina, avec des visées sur le Bénin, le Togo et le Sénégal, dont les dirigeants seraient à leur tour « demandeurs » de l'aide française pour combattre l'hydre djihadiste. Il est un aveu d'échec de cette « *guerre contre le terrorisme* » et de ses instruments militaires, comme Barkhane, Takuba, G5 Sahel, incapables d'en venir à bout. C'est également la conséquence de la dénonciation des accords de défense entre le Mali et la France, à l'initiative de la junte malienne qui joue de l'affaiblissement de l'impérialisme français et cherche d'autres alliances, en se tournant notamment vers la Russie.

Ce redéploiement contraint est aussi à mettre en lien avec la situation internationale qui oblige l'impérialisme français à des choix drastiques dans l'emploi des ressources militaires – une partie importante des soldats dégagés de Barkhane sont en passe d'être repositionnés en Roumanie.

Pour atténuer la portée de ce camouflet et justifier ce retrait, les autorités françaises évoquent le recours par la junte malienne aux paramilitaires du groupe Wagner avec lesquels elles avaient indiqué ne pas pouvoir cohabiter. Pour faire oublier leur propre bilan – comme la frappe aérienne conduite par l'armée française qui, en janvier 2021, a coûté la vie à 19 civils réunis pour un mariage à Bounti –, elles mettent en avant les méthodes et les exactions qui sont imputées aux mercenaires russes, voire à l'armée malienne dans la lutte contre les groupes djihadistes. Une façon d'accréditer la thèse que c'était moins pire quand l'armée française était sur le terrain ou, en d'autres termes, qu'il valait mieux la France que la Russie de Poutine ! Un « argument » qui est loin de convaincre les populations qui veulent avant tout vivre en paix.

Face à l'affaiblissement de l'impérialisme français, il est indéniable que des rivaux, notamment russes et chinois, sont à l'affût. Ils jouent du rejet de l'impérialisme français. Au Mali, mais aussi dans d'autres pays, il n'est pas rare, en effet, de voir des jeunes, exaspérés par la domination économique et l'occupation militaire françaises, brandir des drapeaux russes. Nous sommes convaincus, comme le soulignent nos camarades burkinabè, que les peuples ne peuvent pas s'appuyer sur un impérialisme pour en combattre un autre, même s'il s'agit de bouter hors du pays l'impérialisme français dominant. Comme ils le soulignent, « *oublier ce principe conduit à l'opportunisme et au dévoiement des luttes des peuples pour leur libération nationale et sociale* ». Mais il est un autre principe auquel les révolutionnaires d'un pays impérialiste comme le nôtre ne peuvent déroger : c'est celui de la dénonciation de leur propre impérialisme.

Pour ce qui nous concerne, il ne peut être question de nous ranger derrière l'impérialisme français dans sa confrontation avec d'autres impérialistes. Ni de regretter l'affaiblissement de cet ennemi commun des peuples qu'il domine et de la classe ouvrière et du peuple de notre pays ! Depuis janvier 2013, c'est-à-dire depuis le début de l'opération Serval – qui sera remplacée par l'opération Barkhane en juillet 2014 –, notre parti dénonce cette intervention militaire de la France au Mali opérée sous couvert de « lutte contre le terrorisme », mais fondamentalement motivée par la volonté de se maintenir comme puissance dominante dans la région. Dans la dernière période, nous avons défendu le mot d'ordre « *Armée française, hors du Mali et du Sahel* ». Aujourd'hui, une part de ce mot d'ordre est réalisée. Le retrait du Mali est une première victoire pour les peuples d'Afrique et pour les forces qui, en Afrique et en France, ont porté cette exigence. Mais cela ne signifie pas la fin de la présence militaire française : « *La France reste engagée au Sahel, dans le Golfe de Guinée et la région du lac Tchad avec tous les partenaires attachés à la stabilité et à la lutte contre le terrorisme* » a tenu à souligner l'Elysée dans un communiqué. La dénonciation des guerres africaines de l'impérialisme français et l'appui aux peuples et forces révolutionnaires qui se battent pour la libération nationale et sociale de leurs pays doivent se poursuivre. ★

Grande confusion au Burkina

La population et les forces révolutionnaires résistent et s'organisent

Aucun pays au monde n'est épargné par la flambée des prix des produits de première nécessité : denrées alimentaires de base ou carburants… Le Burkina-Faso n'échappe pas à cette tendance générale : « En mars 2022 l'accroissement du niveau général des prix à la consommation en glissement annuel (le taux d'inflation) est ressorti à 13,5 % » rapportait le journal Sidwaya du 6 juin 2022. Cette situation est aggravée par la crise sécuritaire qui enfonce les populations dans la misère et la précarité alimentaire. Sur une population générale d'un peu plus de 20 millions d'habitants, plus de 3 millions de personnes sont sans logement, sans accès aux infrastructures de base, à la santé, à l'eau potable, sans emploi et sans revenus de subsistance… Les plus touchées sont les populations déplacées (près de 2 millions). De nombreux témoignages rapportés par la presse burkinabè (Sidwaya, Minute.fr…) font état de femmes de plus en plus nombreuses à devoir marchander leur corps pour pouvoir se nourrir et donner à manger à leurs enfants… Avec la multiplication des attentats, le pays s'enfonce dans la peur et dans l'incertitude. Dans le Centre-Nord, l'Est, le Sahel et la Boucle du Mouhoun, des zones sont coupées du reste du pays, occupées et soumises à la terreur de groupes armés affiliés à Al-Qaida, au GSIM (Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans), à Ansaroul Islam… ou de simples bandits.

Dans cette situation de grande confusion, le clan putschiste et le gouvernement de la Transition, sous la houlette du MPSR (Mouvement patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration) n'ont absolument pas tenu la promesse de rétablir la sécurité des populations et de récupérer les zones contrôlées par les groupes armés terroristes. Cet été encore, les attentats ont continué, à Seytenga (87 morts le 9 juin), à Bourasso, à Barsalogho, près de Kaya… La priorité du MPSR, dictée par l'impérialisme français, est la restauration de l'unité de la bourgeoisie réactionnaire que Roch-Marc-Christian Kaboré avait échoué à réaliser. En témoigne la composition du gouvernement où figurent des membres du MDP (le parti de Kaboré), mais aussi des proches de Blaise Compaoré qui a pu répondre à l'invitation de Damiba à se rendre au Burkina, puis retourner tranquillement en Côte-d'Ivoire sans être arrêté ni conduit en prison, malgré sa condamnation à la prison à vie et le mandat d'arrêt international lancé contre lui. L'autre objectif que

Samedi 27 août 2002 dans la région du Sahel. Manifestation pour dénoncer l'insécurité et interpeller le pouvoir. Les problèmes d'eau, d'essence, d'électricité, de réseaux de communications, la fermeture de plusieurs structures étatiques,… figurent parmi les points de revendication.
Source https://www.facebook.com/odj.burkina

l'impérialisme français a fixé aux putschistes est de faire taire la contestation sociale par des mesures liberticides prises au nom de la lutte contre la crise sécuritaire. Dans le viseur figurent en premier chef le Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque et les organisations du mouvement démocratique et révolutionnaire. Mais le peuple burkinabé ne se résigne pas. Rien jusqu'à présent – ni la répression des manifestations, ni les menaces de mort contre les militants, ni la liquidation physique de certains dirigeants – n'a pu arrêter la contestation populaire et l'activité militante des organisations démocratiques et révolutionnaires. Renforcer les liens de solidarité actives avec elles, faire connaître leurs luttes, continuer à dénoncer l'intervention impérialiste, exiger le retrait total des troupes françaises du Burkina et du Sahel sont le meilleur soutien que nous pouvons leur apporter. ★

26e séminaire international de Quito

« Les gauches, les travailleurs, les peuples, face à la guerre impérialiste »

Chaque année se tient en août, à Quito, le séminaire international « Problèmes de la Révolution en Amérique Latine », ouvert à la participation des partis et organisations des pays du Continent (USA compris), qui partagent une approche anti-impérialiste, révolutionnaire et qui ne sont pas hostiles aux positions marxistes-léninistes. L'initiative, lancée il y a 26 ans, est prise par le parti frère, le Parti Communiste Marxiste-Léniniste d'Equateur (PCMLE) et les organisations politiques, syndicales avec lesquelles il travaille. Elle est soutenue par les partis et organisations marxistes-léninistes, membres de la CIPOML. En 2020 et 2021, il s'est tenu de façon « virtuelle », étant donné la gravité de la crise sanitaire due au covid. Ce séminaire permet des échanges théoriques et la formulation collective de positions et d'orientations de travail. Elles sont synthétisées dans la « déclaration finale », dont nous publions des extraits. Initiative ancrée dans les réalités des combats des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, elle prend en compte la lutte de la classe ouvrière, des travailleurs et des peuples du monde entier. C'est pourquoi, cette année, une place importante de la déclaration est consacrée à la guerre inter-impérialiste qui se mène en Ukraine.

Déclaration finale du XXVIe séminaire international

Quito, le 20 août 2022

Extraits

« L'invasion de l'Ukraine par l'impérialisme a converti ce pays en théâtre d'une guerre dans laquelle les intérêts économiques, politiques et géostratégiques de plusieurs pays capitalistes-impérialistes sont en jeu. Cette agression, et l'intervention immédiate dans le conflit de l'impérialisme étasunien avec ses alliés de l'Union Européenne et de l'OTAN, traduit l'aiguisement des contradictions inter-impérialistes, jusqu'à les amener sur le terrain militaire, faisant de ce conflit une guerre de caractère impérialiste. Bien que le champ de bataille militaire soit centré en Europe, les répercussions sont de caractère mondial, avec des implications économiques, commerciales, politiques et sociales. »

(…)

« L'impact sur les conditions de vie des travailleurs et des peuples est global. Les graves problèmes créés par la crise économique du capitalisme en 2021, et par la pandémie du Covid 19, non seulement n'ont pas été résolus mais, dans la conjoncture actuelle, ils sont en train de s'aggraver. L'Amérique Latine est une des régions du globe où l'on trouve les niveaux les plus bas de croissance économique, avec tout ce que cela implique pour les conditions de vie des travailleurs et du peuple ; c'est un continent dans lequel on trouve les niveaux les plus élevés de développement de la pauvreté et de la pauvreté extrême.

Ceci explique le développement de la lutte des masses, qui prennent la rue pour forcer les gouvernements à donner une réponse positive à leurs besoins matériels urgents. Elles luttent également pour leurs droits politiques, pour des transformations sociales, pour la protection de l'eau et de l'environnement.

L'aspiration au changement est présente chez les peuples de notre région et cette aspiration s'accompagne de luttes, dans lesquelles les travailleurs, la jeunesse, les femmes et les peuples natifs jouent un rôle déterminant. Ce sont des mouvements qui ne datent pas d'hier et qui atteignent des niveaux plus élevés d'antagonisme social. » (…)

Développant l'analyse des contradictions inter impérialistes à l'œuvre et soulignant l'importance de la confrontation impérialiste USA-Chine, qui est vue par de nombreux courants politiques en Amérique latine comme une alliée des peuples, ce que le texte réfute, il conclut : « Dans ces circonstances, nous réitérons notre rejet de l'invasion de l'Ukraine et de la guerre impérialiste, et nous brandissons les drapeaux de la paix ; nous exprimons notre solidarité avec les travailleurs, la jeunesse et le peuple ukrainien qui est la victime de ce conflit et qui résiste. Nous savons que tant qu'existera le système capitaliste-impérialiste, le danger de guerre sera présent, et y compris qu'il pourra prendre la forme d'une guerre mondiale. C'est pourquoi la lutte pour la paix est indissolublement liée au combat contre le capitalisme-impérialisme et pour la victoire de la révolution sociale et du socialisme. Nous exigeons la dissolution de l'OTAN et de tous les blocs militaires, la destruction des armes nucléaires et la fin des programmes destinés à leur fabrication ; nous exigeons de mettre fin à la course aux armements et de consacrer ces budgets à l'éducation, la santé et la création de sources de travail.

Nous appelons à renforcer l'unité et l'organisation des travailleurs et des peuples, pour affronter les tenants du grand capital, à faire en sorte que l'unité soit anti-impérialiste, antifasciste et qu'elle exprime le caractère internationaliste de la lutte.

Depuis notre Amérique, où les peuples se battent pour conquérir leur émancipation, nous exprimons notre solidarité avec tous les peuples du monde qui luttent pour du travail, pour la vie, pour la liberté. Nous sommes unis par les mêmes idéaux ; nous savons que nous avons raison et que nous avons également la force. » ★

Signataires :

Parti communiste révolutionnaire – Argentine ; Parti communiste révolutionnaire – Brésil ; Vers l'unité marxiste-léniniste New York – Etats-Unis ; Front populaire révolutionnaire – Mexique ; Parti communiste du Mexique (marxiste-léniniste) ; Syndicat unique de travailleurs de Notimex – Mexique ; Union de la Jeunesse Révolutionnaire du Mexique ; Syndicat des travailleurs de l'éducation – Mexique ; Union générale des travailleurs du Mexique ; Bloc démocratique populaire du Pérou ; Confédération paysanne du Pérou Justiniano Minaya So ; Front populaire antifasciste et anti-impérialiste du Pérou ; Fédération provinciale des communautés paysannes et des organisations agraires de San Ignacio – Pérou ; Parti communiste marxiste-léniniste péruvien ; Union de la jeunesse étudiante du Pérou ; Confédération unitaire des quartiers de l'Équateur ; Confédération unitaire des commerçants de détail de l'Équateur ; Jeunesse révolutionnaire de l'Équateur ; Front populaire – Équateur ; Fédération des élèves du secondaire de l'Équateur ; Fédération des étudiants universitaires de l'Équateur ; Femmes pour le changement – Équateur ; Union générale des travailleurs de l'Équateur – UGTE ; Union nationale des éducateurs - UNE - Équateur ; Unité populaire – Équateur ; Parti communiste marxiste-léniniste de l'Équateur ; Parti communiste du travail – République dominicaine.

Brésil

Il faut dénoncer les projets putschistes de Bolsonaro

Parmi les questions abordées lors du Séminaire et dans la réunion des partis et organisations marxistes-léninistes d'Amérique latine qui s'est également tenue à Quito, la situation au Brésil a été discutée, de même que celle en Colombie. « *Nous saluons la victoire politico électorale remportée par le peuple colombien qui a mis en échec dans les urnes la bourgeoisie la plus réactionnaire du pays, ce qui a permis la mise en place d'un gouvernement que le peuple espère voir satisfaire ses aspirations et son aspiration au changement* » : c'est un des points de la déclaration des partis marxistes-léninistes.

Concernant le Brésil, les camarades du Parti Communiste Révolutionnaire – PCR et les délégations venues du Brésil, ainsi que le journal A Verdade, font l'analyse de la situation et expliquent leur combat, notamment dans le cadre des élections présidentielles, des gouverneurs, d'un tiers des sénateurs et de tous les députés. Les deux principaux candidats, Bolsonaro et Lula, sont en tête, mais la gauche révolutionnaire sous le sigle de l'Union populaire (UP) présente un candidat : Léo Péricles.

L'extrême droite joue une de ses cartes maîtresses avec la réélection de Bolsonaro, qui a déjà appelé à ne pas accepter les résultats des élections et un possible coup d'Etat si les résultats ne lui sont pas favorables. Il ne s'agit plus d'une fake news, mais d'une réelle possibilité. Ces dernières semaines, il a renforcé ses liens avec les secteurs les plus droitiers des églises. Il s'inquiète de la montée des accusations de corruption de plusieurs millions de dollars qui ciblent sa famille. Dans ce contexte très tendu et grave, les camarades mènent campagne « pour battre le fascisme et pour le socialisme », en disant « *le fasciste Bolsonaro et sa clique ne veulent pas renoncer aux millions qu'ils volent dans les caisses publiques* ». L'Unité populaire, l'Union de la jeunesse révolutionnaire et le PCR dénoncent depuis des mois les tentatives de coup d'Etat. « *C'est pourquoi nous devons sortir dans la rue* » dit le candidat de l'UP. Comme le souligne le journal En marcha des camarades d'Equateur, « *les peuples et les travailleurs du Brésil doivent renforcer leurs actions de mobilisation et de lutte, car c'est uniquement par les masses dans les rues qu'il est possible de freiner les projets de putsch du fasciste Bolsonaro* ». Il faut suivre de près ce qui se passe dans cet immense pays et soutenir nos camarades qui ont un rôle très important dans ce contexte. ★

Dir. publication C. Pierrel - Imprimerie Wagram - 8 Rue Salvador Allende, 95870 Bezons - Commission paritaire - 0413P865753- N°ISSN 0242-3332